



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE L'YONNE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

spécial n°01/2010 du 06 janvier 2010

Adresse de la préfecture : Place de la Préfecture - 89016 Auxerre cedex – tél. standard 03.86.72.79.89

Horaires d'ouverture : 9h-12h et 13h30-16h

Adresse de la sous-préfecture d'Avallon : 24 rue de Lyon – 89000 Avallon – tél. standard 03.86.34.92.00

Horaires d'ouverture : 9h-12h et 13h30-16h

Adresse de la sous-préfecture de Sens : 2 rue Général Leclerc – 89100 Sens cedex – tél. standard 03.86.64.78.00

Horaires d'ouverture : 9h-11h30 et 13h45-16h30

e-mail : courrier@yonne.pref.gouv.fr

site internet des services de l'Etat : <http://www.yonne.pref.gouv.fr>

RAA spécial numéro 01/2010 du 06 janvier 2010

L'intégralité de ce recueil est consultable à la préfecture (SCAT) et dans les sous-préfectures du département de l'Yonne, aux heures d'ouverture au public, ainsi que sur le site internet des services de l'Etat.

PREFECTURE DE L'YONNE

Recueil spécial des Actes Administratifs n°01 du 05 janvier 2010

---ooOoo---

S O M M A I R E

N° d'arrêté	Date	Objet de l'arrêté	Page
--------------------	-------------	--------------------------	-------------

PREFECTURE DE L'YONNE

CABINET

PREF/CAB/2009/804	30/12/2009	Arrêté portant réquisition complémentaire de services dans le cadre de la campagne de vaccination contre le virus A (H1N1) 2009	3
-------------------	------------	---	----------

SERVICE DE LA COORDINATION DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE

PREF/SCAT/2010/001	01/01/2010	Arrêté portant organisation de la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations (DDCSPP) de l'Yonne	3
PREF/SCAT/2010/002	01/01/2010	Arrêté fixant la liste des agents intégrant au 1er janvier 2010 la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations de l'Yonne (DDCSPP)	4
PREF/SCAT/2010/003	01/01/2010	Arrêté donnant délégation de signature de M. Yves Cogneras , directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations (DDCSPP) de l'Yonne	8
PREF/SCAT/2010/004	01/01/2010	Arrêté donnant délégation de signature de M .Yves Cogneras, directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations (DDCSPP) de l'Yonne pour l'exercice des compétences d'ordonnateur secondaire et pour l'exercice des attributions du pouvoir d'adjudicateur au sein de la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations de l'Yonne	14
PREF/SCAT/2010/005	01/01/2010	Arrêté portant organisation de la direction départementale des territoires de l'Yonne	15
PREF/SCAT/2010/006	01/01/2010	Arrêté portant affectation des agents à la Direction Départementale des Territoires de l'Yonne	15
PREF/SCAT/2010/007	01/01/2010	Arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SIMON, directeur départemental des territoires, pour l'exercice des missions générales et techniques de la DDT	22
PREF/SCAT/2010/008	01/01/2010	Arrêté relatif à la composition et au fonctionnement de la commission d'appels d'offres de la direction départementale des territoires de l'Yonne	33
PREF/SCAT/2010/009	01/01/2010	Arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SIMON, directeur départemental des territoires, au titre de la mission d'assistance technique fournie par l'Etat au profit des collectivités pour des raisons de solidarité et d'aménagement du territoire (ATESAT) et en matière d'ingénierie publique	33
PREF/SCAT/2010/010	01/01/2010	Arrêté portant délégation de signature à Monsieur Philippe SIMON directeur départemental des territoires, pour l'exercice des compétences d'ordonnateur secondaire et pour l'exercice des attributions du pouvoir adjudicateur au sein de la DDT	34

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

DDASS/DIR 2009/322	25/09/2009	Arrêté relatif à la subdélégation de signature de Monsieur Pierre GUICHARD Directeur départemental des affaires sanitaires et sociales pour l'exercice des attributions du pouvoir adjudicateur	35
DDASS/DIR 2009/323	25/09/2009	Arrêté relatif à la subdélégation de signature de Monsieur Pierre GUICHARD Directeur départemental des affaires sanitaires et sociales pour l'exercice des compétences d'ordonnateur secondaire	36
DDASS/DIR 2009/321	04/11/2009	Arrêté relatif à la subdélégation de signature de Monsieur Pierre GUICHARD Directeur départemental des affaires sanitaires et sociales	36

PREF/DDASS/2009/453	24/12/2009	Arrêté portant réquisition de services dans le cadre de la campagne de vaccination contre le virus A (H1N1) 2009	36
PREF/DDASS/2009/454	24/12/2009	Arrêté portant réquisition de services dans le cadre de la campagne de vaccination contre le virus A (H1N1) 2009	37
PREF/DDASS/2009/455	24/12/2009	Arrêté portant réquisition de services dans le cadre de la campagne de vaccination contre le virus A (H1N1) 2009	37
PREF/DDASS/2009/456	24/12/2009	Arrêté portant réquisition de services dans le cadre de la campagne de vaccination contre le virus A (H1N1) 2009	38

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION
PROFESSIONNELLE**

	04/01/2009	Décision du 4 janvier 2010 modifiant la décision du 22 décembre 2009 relative à l'organisation de l'inspection du travail dans le département de l'Yonne	39
--	------------	--	-----------

1. CABINET

ARRETE n°PREF/CAB/2009/804 du 30 décembre 2009

Portant réquisition complémentaire de services dans le cadre de la campagne de vaccination contre le virus A (H1N1) 2009

Article 1 : Au titre des personnels administratifs, d'accueil, techniques et d'entretien, il est prescrit, pour la période allant du jour de signature du présent arrêté à la fin de la campagne de vaccination contre le virus de la grippe A (H1N1) 2009 à :

Mairie d'Auxerre	SAINT LAURENS	Sabine
Mairie d'Auxerre	MONNIER	Grégoire
Mairie d'Auxerre	PICQ	Jordan
Mairie d'Auxerre	BERTIN	Elodie

de se mettre à disposition de l'autorité requérante dans le centre de vaccination d'Auxerre, afin d'effectuer la mission qui leur sera confiée dans le cadre de la campagne de vaccination contre le virus de la grippe A (H1N1) 2009. Les plannings de travail seront établis chaque semaine et adressés aux agents sus-mentionnés, ainsi qu'à leur autorité hiérarchique.

Les intéressés y occuperont des fonctions administratives, d'accueil, techniques et/ou d'entretien dans les centres, dans des conditions déterminées par les chefs desdits centres.

Pour le Préfet,
Le Sous-préfet, Secrétaire général de la Préfecture,
Jean-Claude GENEY

2. SERVICE DE LA COORDINATION DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE

ARRETE N°PREF/SCAT/2010/001 du 1er janvier 2010

portant organisation de la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations (DDCSPP) de l'Yonne

Article 1 : La direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations (DDCSPP) de l'Yonne exerce, sous l'autorité du préfet de l'Yonne, les attributions définies aux articles 4 et 5 du décret n° 2009-1484 du 03 décembre 2009.

Article 2 : La direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations de l'Yonne comprend :

- **la direction**
- **la mission délégation aux droits des femmes et à l'égalité**
- **au titre de la cohésion sociale**
 - le pôle hébergement et protection des publics
 - le pôle sport et jeunesse
- **au titre de la protection des populations**
 - le pôle alimentation
 - le pôle santé et protection animale et environnement
 - le pôle protection du consommateur
- **au titre des fonctions support**
 - la mission informatique
 - la mission « assurance qualité »
 - le secrétariat général

Article 3 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet au 1^{er} janvier 2010.

Le Préfet, Pascal LELARGE

ARRETE N°PREF/SCAT/2010/002
fixant la liste des agents intégrant au 1er janvier 2010 la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations de l'Yonne (DDCSPP)

Article 1er : La liste des agents intégrant au 1er janvier 2010 la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations figure en annexe I du présent arrêté.

Le Préfet, Pascal LELARGE

**Annexe 1 à l'arrêté préfectoral SCAT/2010/ du
Liste des agents DDCSPP au 1er janvier 2010**

Nom	Contractuel/ Titulaire	Service actuel d'affectation	Corps d'appartenance
ALGUACIL Christine	Titulaire	DDCCRF	inspecteur de la concurrence , de la consommation et de la répréssion des fraudes
ASCIONE Laurence	Titulaire	DDSV	Contrôleur sanitaire du ministère de l'agriculture
ATZORI Céline	Titulaire	DDJS	adjoint administratif de l'éducation nationale
BELLET Sylvain	Titulaire	DDCCRF	directeur départemental de la concurrence , de la consommation et de la répréssion des fraudes
BERTHELON Laure	Contractuel	DDSV	Préposé sanitaire contractuel du ministere de l'agriculture
BERTHOMET Emeric	Titulaire	DDSV	Technicien supérieur du ministère de l'agriculture
BLEIRAD Céline	Titulaire	DDSV	Adjoint administratif -des services du ministère de l'agriculture
BRENAT Christine	Titulaire	DDASS	Secrétaire administratif des affaires sanitaires et sociales
CHAUVEAU Armelle	Titulaire	DDSV	Contrôleur sanitaire du ministère de l'agriculture
CLAVEL marie jeanne	Titulaire	PREF	secrétaire administrative des affaires sanitaires et sociales
CHEDMAIL Alexandra	Contractuel	DDSV	Préposé sanitaire du ministère de l'agriculture
COGNERAS Yves	titulaire	MIOMCT	directeur de préfecture
CONNET Veronique	Titulaire	DDSV	Technicien supérieur du ministère de l'agriculture
COSTET Jean Marie	Titulaire	DDSV	Technicien supérieur du ministère de l'agriculture
CREUSATION Halina	contractuel	Dt femmes	catégorie A
DIONIS DU SEJOUR Antoine	Titulaire	DDSV	Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement
DUPLUS Jean Pierre	Contractuel	DDASS	contractuel catégorie A
DUPUIS catherine	titulaire	MDPH	adjoint administratif des affaires sanitaires et sociales
DURVILLE Anne- Isabelle	Titulaire	DDCCRF	inspecteur de la concurrence , de la consommation et de la répréssion des fraudes
DUSSART Catherine	Titulaire	DDSV	Secrétaire administratif du ministere de l'agriculture
DUVEAU Didier	Titulaire	DDASS	Secrétaire administratif des affaires sanitaires et sociales
FERMIER Brigitte	Titulaire	DDSV	Contrôleur sanitaire du ministère de l'agriculture
FERRARI Isabelle	Titulaire	DDCCRF	contrôleur de la concurrence , de la consommation et de la répréssion des fraudes
FOINTIAT Nathalie	Titulaire	DDSV	Technicien supérieur du ministère de l'agriculture
FOUQUET Isabelle	Titulaire	DDSV	Inspecteur de la santé publique vétérinaire- services du ministère de l'agriculture
GALAN Yves	Titulaire	DDASS	secrétaire administratif des affaires sanitaires et sociales
GALIANA Monique	Titulaire	DDJS	adjoint administratif de l'éducation nationale
GEIGER Olivier	Titulaire	DSV	ingénieur de l'agriculture et de l'environnement -directeur départemental des services vétérinaires
GAUTIER Alain	Titulaire	DDCCRF	contrôleur de la concurrence , de la consommation et des fraudes

GENDRON Dominique	Titulaire	DDCCRF	Inspecteur de la concurrence , de la consommation et de la répression des fraudes
GIRAULT Myriam	Contractuel	DDSV	Préposé sanitaire contractuel des services du ministère de l'agriculture
GLEIZE Florence	Titulaire	DDSV	Inspecteur de la santé publique vétérinaire du ministère de l'agriculture
GUILLOTON Nathalie	Titulaire	DDSV	Adjoint administratif du ministère de l'agriculture
GUILLOUS Marie Sophie	Contractuel	DDSV	Vétérinaire inspecteur du ministère de l'agriculture
GUIONNEAU Patrick	Titulaire	DDASS	inspecteur de l'action sanitaire et sociale.
IMBLOT Angelique	Contractuel	DDSV	Préposé sanitaire du ministère de l'agriculture
JAGER Philippe	Contractuel	DDSV	Vétérinaire inspecteur du ministère de l'agriculture
JARZAGUET Philippe	Titulaire	DDSV	Chef technicien supérieur du ministère de l'agriculture
KHIEU Hatharith	stagiaire	DDJS	Conseiller d'éducation populaire et jeunesse
LAGARDE Pascal	Titulaire	DDJS	inspecteur de la jeunesse et des sports
LE CORNET Audrey	Titulaire	DDSV	Secrétaire administratif du ministère de l'agriculture
LEGALLAIS béatrice	titulaire	MDPH	adjoint administratif des affaires sanitaires et sociales
LEGRAND BRETON Christine	Contractuel	DDSV	Vétérinaire inspecteur du ministère de l'agriculture
LEMAIN Pauline	Titulaire	DDSV	Ouvrière d'état - détachée auprès des services du ministère de l'agriculture
LEPESANT Tiphaine	Titulaire	DDSV	Technicien supérieur du ministère de l'agriculture
LEYRAT Jean Pierre	Titulaire	DDSV	Technicien supérieur du ministère de l'agriculture
MARTI Thierry	Titulaire	DDSV	Contrôleur sanitaire du ministère de l'agriculture
MARTINO Jeanne	Titulaire	DDCCRF	contrôleur de la concurrence , de la consommation et de la répression des fraudes
MATHIS Jeanne-Lise	Contractuel	DDSV	Vétérinaire inspecteur du ministère de l'agriculture
MOINE Serge	Titulaire	DDJS	adjoint administratif de l'éducation nationale
MONFOURNY Valérie	Titulaire	DDJS	Conseiller d'éducation populaire et jeunesse
MUZOT Elisabeth	Titulaire	DDASS	secrétaire administratif des affaires sanitaires et sociales
OLIVIER Andrée	Titulaire	DDCCRF	Adjoint de contrôle de la concurrence , de la consommation et de la répression des fraudes
PAUTOT Nathalie	Titulaire	DDSV	Contrôleur sanitaire titulaire
PEDRON Isabelle	Contractuel	DDSV	Préposé sanitaire contractuel du ministère de l'agriculture
PHILIPPE Jean Claude	Titulaire	DDSV	Chef technicien supérieur du ministère de l'agriculture
PICQ Thierry	Contractuel	DDSV	Préposé sanitaire du ministère de l'agriculture
PINTENO Corinne	Titulaire	DDJS	Professeur de sports
RICHARD Sylvie	Titulaire	DDSV	Inspecteur de la santé publique vétérinaire du ministère de l'agriculture
RICHAUD-TAUSSAC Valérie	Titulaire	DDJS	Attaché de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur
RIGLET Véronique	Titulaire	DDCCRF	Adjoint de contrôle de la concurrence , de la consommation et de la répression des fraudes

ROLLET Agnès	Contractuel	DDSV	Préposé sanitaire du ministère de l'agriculture
SERVILLE Evelyne	Titulaire	DDJS	adjoint administratif de l'éducation nationale
SILVAN Jean François	Titulaire	DDJS	Conseiller d'éducation populaire et jeunesse
SIMON Annick	Titulaire	DDSV	Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement du ministère de l'agriculture
VEDIE Pascale	Titulaire	DDSV	Adjoint administratif des affaires sanitaires et sociales
VIRON Bernadette	Titulaire	DDASS	Adjoint administratif des affaires sanitaires et sociales
VIRTEL Anne	Titulaire	DDJS	professeur de sports-
VON PINE Sophie	Titulaire	DDJS	professeur de sports -
VON PINE Vincent	Titulaire	DDJS	professeur de sports-

ARRETE N°PREF/SCAT/2010/003 du 1er janvier 2010
donnant délégation de signature de M. Yves Cogneras , directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations (DDCSPP) de l'Yonne

Article 1er : Délégation de signature est donnée à M. Yves Cogneras, directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations, à l'effet de signer les décisions et les documents relevant des attributions de sa direction dans les domaines ci-après :

I -Volet cohésion sociale

Hébergement et protection des publics (annexe I)

- Hébergement d'urgence, adapté, volet social du logement
- Protection des populations vulnérables
- Intégration des migrants
- Prévention de la santé par le sport
- Prévention et protection des mineurs hors temps scolaire
- Protection des usagers sportifs

Sport et jeunesse (annexe II)

- Promotion et développement du sport
- Equipements sportifs
- Actions en faveur de l'engagement et de la participation des jeunes
- Actions en faveur de l'éducation populaire
- Emploi et formations du sport et de l'animation
- Délégation interservices à la Vie associative.

Délégation aux droits des femmes et à l'égalité (annexe III)

- Accès aux femmes aux responsabilités de la vie politique, économique et associative
- Egalité professionnelle
- Egalité en droits et respect de la dignité
- Articulation des temps de vie

II - Volet protection des populations

Santé et protection animale - environnement (annexe IV)

- Maladies animales
- Alimentation animale
- Maîtrise des résidus et des contaminations dans les animaux et leurs aliments
- Elimination des cadavres d'animaux et des déchets d'origine animale et leurs valorisations
- Les rassemblements d'animaux
- La traçabilité des animaux
- Le bien-être et la protection des animaux
- La protection de la faune sauvage
- L'exercice de la médecine vétérinaire, le contrôle du mandat sanitaire et la fabrication, la distribution et l'utilisation du médicament vétérinaire
- Le contrôle des échanges inter-communautaires et avec les pays tiers des animaux et des aliments, et la certification de la qualité alimentaire
- Les installations classées pour la protection de l'environnement exerçant des activités agricoles et agro-alimentaires

Protection du consommateur (annexe V)

- Protection économiques du consommateur
- Sécurité de produits industriels
- Sécurité des prestations de service
- Régulation concurrentielle des marchés

Hygiène et sécurité alimentaire (annexe VI)

- Protection primaire végétale
- Protection primaire animale (élevage)
- Filière viticole
- Contrôle des centres d'abattage
- Contrôle des établissements dans le cadre de fonctionnement desquels les denrées sont préparées, traitées, transférées, entreposées, mises en vente ou vendues
- Contrôle des établissements stockant, manipulant et transformant des produits destinés à la consommation humaine
- Transport des aliments
- Distribution alimentaire
- Restauration collective

III - Volet administration générale (annexe VII)

- Organisation et fonctionnement de la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations
- Gestion des ressources humaines (carrière, recrutements, vacataires, stagiaires ...)
- Ordonnancement des dépenses de commissionnement des agents (HS, vacances, astreintes, interventions, etc)
- Organisation des modalités de temps de travail des agents
- Gestion de la délégation inter-services à la vie associative
- Gestion du comité médical et de la commission de réforme

Article 2 : Les annexes jointes au présent arrêté énoncent les décisions et documents relevant des attributions de la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations et pour lesquelles le directeur a délégation de signature.

Article 3 : La présente délégation porte sur l'ensemble des décisions et documents visés à l'article 1 sauf :

- **les contentieux relevant des juridictions administratives**
- **pour le volet cohésion sociale :**

Décisions d'interdiction d'exercer aux personnes dans le cadre des accueils collectifs de mineurs (art L227-10 du Code de l'action sociale et des familles)

Décisions d'interdiction ou d'interruptions d'accueils et de séjours de mineurs et décisions de fermeture des locaux d'accueils (art L227-11 du Code de l'action sociale et des familles)

Décisions d'injonctions de cesser d'exercer et décisions d'interdiction d'exercer aux personnes encadrant les activités sportives (art L212-13 du code du sport)

Décisions de fermeture définitives ou temporaire d'établissements d'activités physiques et sportives (art L322-5 du code du sport)

Décisions d'homologation des établissements sportifs de plein air de plus de 3000 spectateurs et des établissements sportifs couverts de plus de 500 spectateurs (art L312-5 à L312-10 du code du sport)

Approbation des conventions définissant les relations entre associations et sociétés sportives des clubs professionnels (art L122-4 du code du sport)

- **pour le volet protection des populations :**

Décisions d'autorisation de relâcher des animaux d'expérience (article R.214-89 du code rural)

Fermeture et suspensions d'activité des abattoirs

Article 4 : Pour l'ensemble des compétences susvisées, le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de l'Yonne me rendra compte de l'usage de cette délégation à l'égard des dossiers sensibles.

Article 5 : En application de l'article 44 du décret modifié n° 2004-374 du 29 avril 2004, le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de l'Yonne pourra donner délégation aux agents placés sous son autorité afin de signer les actes relatifs aux affaires pour lesquelles il a lui-même reçu délégation. La liste des collaborateurs habilités à signer sera fixée par arrêté pris par ses soins qui sera notifié aux intéressés et publié au recueil des actes administratifs.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Yonne.

Le Préfet, Pascal LELARGE

ANNEXE I

Pôle hébergement et protection des publics

1-1 Hébergement, logement adapté et logement social et intégration des migrants

- Visa des délibérations des conseils administration
- Visa et approbation des budgets et comptes administratifs, des tableaux des effectifs, des amortissements et frais financiers et situation de trésorerie
- Procédures de défense au titre du contentieux de la tarification devant la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale du contentieux en dehors de ce qui est relatif aux établissement de santé (loi n°75-535 du 30 juin 1975 modifiée par la loi 2002-2 du 2 janvier 2002)

1-2 Protection des populations vulnérables

- Recours devant la commission départementale ou la commission centrale d'aide sociale et notification des décisions (article 17 du décret n° 86-565 du 14 mars 1986)
- Proposition aux commissions d'admission à l'aide sociale pour les formes d'aide sociale relevant de leur examen et mise à charge de l'Etat
- Tutelles aux prestations sociales : présidence de la commission départementale des tutelles aux prestations sociales et signature des arrêtés fixant le prix plafond mensuel des frais de tutelles
- Etablissement de tous les actes d'administration des deniers pupillaires (article L 224-9 du code de l'action sociale et des familles)

- Injonctions aux établissements et personnel moral de droit privé qui reçoivent de manière habituelle des mineurs à titre gratuit
- Attribution ou suppression de l'allocation différentielle aux adultes handicapés (article 35-6 de la loi du 22 juillet 1983)
- Délivrance des cartes d'invalidité, des cartes «station debout pénible» et des macarons GIC (titres III et V du Code de l'action sociale et des familles)
- Signature de lettres de mission pour diligenter des inspections et des contrôles au titre des articles L 313-13 et suivants du code de l'action sociale et des familles, et au titre des articles L 311-1 et suivants du même code
- Réquisition de transports : aliénés, malades, vieillards, infirmes et incurables, dirigés sur un établissement de soins

1-3 Prévention de la santé par le sport

- Décision d'agrément des centres médico-sportifs, en application de la circulaire n°83-101 B du 11 juillet 1983 modifiée par la circulaire 08055 du 16 avril 1985
- Décisions d'attribution, notification et contrôle d'utilisation des subventions de fonctionnement aux organismes de centres médico-sportifs
- Signature des conventions de partenariat pour la mise en œuvre du programme « Activ'santé 89 » dans les associations et les établissements d'hébergement pour les personnes âgées dépendantes

1-4 Prévention et protection des jeunes hors du temps scolaire

- Délivrance du récépissé de la déclaration effectuée par les exploitants de locaux d'hébergement prévue à l'article R 227- 2 du code de l'action sociale et des familles et décision de surseoir à cette délivrance en cas de dossier incomplet
- Délivrance du récépissé de la déclaration effectuée par les organisateurs d'accueils collectifs de mineurs à caractère éducatif à l'occasion des vacances scolaires, des congés professionnels et des loisirs en application des articles L 227-4 et L 227-5 du code de l'action sociale et des familles
- Décision de s'opposer à l'organisation des accueils collectifs à caractère éducatif en application de l'article L 227-5 du code de l'action sociale et des familles
- Décision d'autorisation d'organiser des accueils collectifs à caractère éducatif hors du domicile parental, à l'occasion des vacances scolaires, des congés professionnels ou des loisirs , public ou privé ouvert à des enfants scolarisés de moins de 6 ans en application des articles L 2324-1 à L 2324-4 du code de la santé publique
- Décision de prononcer les injonctions nécessaires y compris dans le cas d'un accueil non déclaré à l'encontre de toute personne physique et morale qui exerce une responsabilité dans l'accueil de mineurs mentionné à l'article L 227-4 du code de l'action sociale et des familles ou aux exploitants des locaux ou du terrain les accueillant en application de l'article 227-11 du code de l'action sociale et des familles
- Décision de prononcer les injonctions nécessaires aux établissements et services gérés par une personne physique ou morale de droit privé accueillant des enfants de moins de 6 ans ou organisant ces accueils en application de l'article L 2324-3 du code de la santé publique
- Décision d'autoriser en application de l'article R 227-14 du code de l'action sociale et des familles, les organisateurs d'accueils de loisirs ou de séjours de vacances à aménager les conditions d'exercice des fonctions de direction de ces accueils et séjours
- Signature des conventions avec les organisateurs d'accueils de jeunes en application de l'article R 227-19 du code de l'action sociale et des familles

1-5 Protection des usagers sportifs

- Délivrance de la carte professionnelle aux personnes désirant contre rémunération enseigner, animer ou encadrer une activité physique ou sportive ou entraîner ses pratiquants et ayant effectué leur déclaration en application de l'article L 212-11 du code du sport
- Délivrance du récépissé de la déclaration effectuée par les responsables d'établissements où sont pratiquées des activités physiques ou sportives en application de l'article L 322-3 du code du sport
- Décision d'opposition à ouverture d'un établissement où sont pratiquées des activités physiques ou sportives en application de l'article L 322-5 du code du sport
- Décision de prononcer les injonctions nécessaires, en application de l'alinéa 2 de l'article L 212-13 du code du sport, à l'encontre de toute personne exerçant en méconnaissance des dispositions du I de l'article L 212-1 et de l'article L 212-2 du même code, de cesser son activité dans un délai déterminé

1-6 Pour l'ensemble du Pôle

- Conventions et arrêtés attributifs de subvention ne nécessitant pas de signature conjointe avec une collectivité territoriale
- Réception, instruction et réponses aux plaintes relatives aux différents champs de compétence de la DDCSPP

ANNEXE II

Pôle sport et jeunesse

Promotion et développement sport et jeunesse

- Décisions d'attribution, notification et contrôle d'utilisation des subventions accordées aux associations sportives, de jeunesse et d'éducation populaire, aux associations bénéficiant d'une prise en charge au titre d'un éducateur sportif, ainsi qu'aux associations organisant des accueils collectifs de mineurs

- Décisions d'attribution, notification et contrôle d'utilisation des subventions accordées aux communes et EPCI au titre des politiques éducatives locales (PEL) en milieu rural et des contrats urbains de cohésion sociale (CUCS)
- Décisions d'attributions des bourses individuelles du programme « envie d'agir , projets jeunes » et de coupons sports ANCV

Par délégation du Délégué Territorial du centre national pour le développement du sport (CNDS)

Au titre de la part territoriale :

- décision d'attribution et de reversement des concours financiers et la signature des conventions y afférentes ;
- transmission au directeur général de l'établissement, des décisions d'attribution ou de reversement de subventions en vue de leur mise en paiement ou de leur recouvrement ainsi que de toutes les attestations exigées à cette occasion en application de l'article R 411-21 dernier alinéa du code du sport et des articles 5-3 et 5-4 du règlement général de l'établissement.

Au titre des subventions d'équipement sportif :

- signature des accusés de réception des dossiers complets valant autorisation de commencer les travaux, ou demande de pièces complémentaires, ou refus de délivrer l'accusé de réception si le projet considéré n'est pas susceptible de recevoir un financement du CNDS, et décision de proroger les accusés de réception en application de l'article 4-2-6 du règlement général du CNDS
- émission de l'avis du délégué de l'établissement sur les dossiers transmis au directeur général du CNDS, en application de l'article 4-2-6 du règlement général du CNDS
- transmission au directeur général du CNDS des dossiers complets de subvention en application de l'article 4-2-6 du règlement général du CNDS
- transmission au directeur général de l'établissement des propositions de mise en paiement ou de mise en recouvrement de subventions d'équipement sportif, ainsi que la signature de toutes les attestations exigées à cette occasion en application de l'article 5-2 du règlement général du CNDS
- plus généralement, transmission de tout courrier, acte, attestation, certificat ou pièce comptable lié à la gestion de la part territoriale et des subventions d'équipement sportif, sous réserve des compétences du conseil d'administration et du directeur général du CNDS

Au titre de la délégation interservices à la vie associative :

- Tout acte et décision dans les limites des attributions visées à l'article 1-I de l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2006 portant création d'une délégation inter-services à la vie associative
- Décisions d'agrément ou de refus d'agrément des associations sportives, en application de l'article 1 du décret n°2002-488 du 9 avril 2002 pris pour l'application de l'article L 121-4 du code du sport
- Décisions d'agrément ou de refus d'agrément des associations de jeunesse et d'éducation populaire, en application du décret n°2002-571 du 22 avril 2002 pris pour l'application du premier alinéa de l'article 8 de la loi n°2001-624 du 17 juillet 2001
- Arrêtés portant agrément de volontariat associatif

Annexe III

Délégation départementale aux droits des femmes et à l'égalité

Actes et documents ayant trait à:

- l'accès des femmes aux responsabilités dans la vie politique, économique et associative

- promouvoir les actions locales visant à rétablir l'égalité entre les hommes et les femmes dans l'exercice des fonctions de responsabilité

- l'égalité professionnelle

- favoriser une éducation au respect entre les garçons et les filles
- mettre en place des dispositifs particuliers pour une orientation non stéréotypée des filles
- encourager la mixité des emplois
- développer la formation professionnelle
- favoriser le retour à l'emploi des femmes ainsi que la création d'entreprise
- promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes au sein des entreprises

- l'égalité en droits et respect de la dignité : parachever la démarche émancipatrice des femmes en leur assurant

- un égal accès aux droits, bien, ressources et services
- la maîtrise de leur corps, de leur fécondité et de leur sexualité
- le respect de la dignité de la personne humaine et le refus de la violence

- l'articulation des temps de vie

- Développer les moyens permettant la conciliation de la vie professionnelle et familiale dans une optique d'égalité professionnelle
- Favoriser la politique du temps dans les territoires : adapter l'offre de services aux activités de travail, d'éducation et de consommation

ANNEXE IV

Pôle santé et protection animale et environnement

Décisions individuelles concernant :

En matière de santé animale :

- les décrets et arrêtés ministériels pris en application des articles L.221-1, L.221-2, L.224-1 ou L.225-1 du code rural fixant les mesures applicables aux maladies animales et les prophylaxies organisées,
- les articles L.223-6 à L.223-9 L. 223-24 et L. 223-25 du code rural sur les mesures à mettre en œuvre en cas de maladies réputées contagieuses,
- l'article L.224-3 du code rural, pour l'exécution des mesures de prophylaxie d'office,
- l'article R 201-4 du code rural sur les réseaux de surveillance,
- le code général des collectivités territoriales (L2215-1) en cas d'urgence,
- les articles R 224-11 à R 224-13 du code rural sur le déroulement de la campagne de prophylaxie dans le cadre de l'exercice du mandat sanitaire,
- l'article L.233-3 du code rural concernant l'agrément des négociants et centre de rassemblement,
- l'arrêté ministériel du 30 mars 2001 modifié fixant les modalités de l'estimation des animaux abattus sur ordre de l'administration,
- la réglementation concernant le contrôle sanitaire des reproducteurs, des centres d'insémination artificielle ou de transplantation embryonnaire et de la monte publique,
- l'arrêté ministériel du 11 août 1980 modifié concernant l'organisation de la lutte contre les maladies réputées contagieuses des abeilles,
- l'article R. 214-19 du code rural et ses textes d'applications, relatifs au contrôle des établissements ouverts au public pour l'utilisation d'équidés.

En matière d'alimentation animale :

- l'article L.235-1 du code rural et ses textes d'applications, relatifs à l'enregistrement et à l'agrément sanitaire des établissements dans le secteur de l'alimentation animale et le règlement (CE) N° 183/2005 du 12 janvier 2005 établissant des exigences en matière d'hygiène des aliments pour animaux.

En matière de maîtrise des résidus et des contaminations dans les animaux et les aliments :

- l'article L.232-2 du code rural et les articles L.218-4 et L.218-5 du code de la consommation relatifs au rappel ou à la consignation d'animaux, produits animaux ou produits d'origine animale présentant ou susceptibles de présenter un danger pour la santé publique.

En matière d'élimination des cadavres d'animaux et des déchets d'origine animale et leurs valorisations :

- les articles L.226-2, L.226-3, L.226-8 et L.226-9 du code rural, ainsi que les autorisations et retrait d'autorisation de détention de matériels à risques spécifiés, délivrées en application de dispositions ministérielles ;
- l'article 9 du règlement CE N° 1013/2006 du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

En matière de bien être et de protection des animaux :

- les décrets et arrêtés ministériels pris en application des articles L.214-3, L.214-6 et L.215-9, L.214-22 et L.214-24 du code rural,
- les articles L 211-11 et suivants, et ses textes d'application concernant les animaux dangereux et errants,
- l'article L.211-17 du code rural et ses textes d'application, relatif au certificat de capacité de dressage au mordant,
- les articles L. 212-10 et D 212-63 à D 212-71 du code rural relatif à l'identification des chiens, des chats et autres carnivores domestiques et à la désinfection,
- l'article L. 214-12 du code rural et ses textes d'application, relatifs à l'agrément des transporteurs d'animaux vivants,
- l'article L. 214-13 du code rural et ses textes d'application, relatifs à la prescription de mesures pour la conduite, le transport à l'abattoir et l'abattage des animaux,
- les articles R. 214-17 et R.214-58 du code rural relatif à l'exécution de mesures d'urgence pour abréger la souffrance d'animaux.

En matière de rassemblements d'animaux :

- les articles L.214-7, L.214-16, L.214-17 et L.223-7 du code rural.

En matière de traçabilité des animaux :

- l'article L. 212-10 du code rural sur l'identification des carnivores domestiques,
- l'article L. 234-1 du code rural sur le registre d'élevage,
- les décrets et arrêtés ministériels pris en application de la section 2 du chapitre II du titre I du livre II du code rural sur l'identification.

En matière de protection de la faune sauvage :

- l'article L.413-3 du code de l'environnement et suivants concernant la détention d'animaux d'espèces non domestiques et leurs arrêtés d'application,
- l'arrêté du 19 février 2007 fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogation définies au 4° de l'article L411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées,
- l'arrêté du 12 août 1994 modifié relatif aux modalités de commercialisation de certaines espèces de gibier pour la consommation,
- En ce qui concerne l'exercice de la médecine vétérinaire, le contrôle du mandat sanitaire et la fabrication, la distribution et l'utilisation du médicament vétérinaire,

- les articles L.5143-3 et R.5146-50 bis du code de la santé publique sur la fabrication aliments médicamenteux à la ferme,
- les articles L.221-11, L.221-13, L.241-1 et les articles à R.221-4 à R.221-20-1 et R 241-13 du code rural relatifs au mandat sanitaire,
- en ce qui concerne le contrôle des échanges intra-communautaires et avec les pays tiers des animaux et des aliments et la certification de leur qualité sanitaire,
- les articles L.236-1, L.236-2, L.236-8 du code rural et leurs arrêtés d'application sur l'agrément des opérateurs et de leurs installations.

ANNEXE V

Pôle protection du consommateur

Les actes administratifs relatifs à la mise en œuvre des attributions suivantes :

- régulation concurrentielle des marchés relevant des dispositions des livres III, IV et VII du code de commerce notamment les lettres d'observations et les rappels de réglementation
- protection économique du consommateur relevant des dispositions des livres I, III et IV du code de la consommation, notamment les lettres d'observations et les rappels de réglementation ;
- loyauté des transactions et conformité des produits et services mis sur le marché relevant des dispositions du livre II du code de la consommation, notamment les lettres d'observations et les rappels de réglementation
- sécurité des consommateurs relevant des dispositions du livre II du code de la consommation pour les produits alimentaires, les produits industriels et les prestations de services mis sur le marché, notamment les lettres d'observations, les rappels de réglementation, les mises en demeure et les injonctions

ANNEXE VI

Pôle protection de l'alimentation

Les décisions individuelles prévues par :

Décisions individuelles concernant :

En matière d'hygiène et de sécurité alimentaire des aliments :

- l'article L.221-13 du code rural relatif à la qualification de vétérinaire officiel,
- l'article L.233-2 du code rural relatif à l'agrément sanitaire et ses arrêtés d'application,
- l'arrêté du 28 février 2008 relatif aux modalités de délivrance de l'agrément sanitaire et de l'autorisation des établissements visés par le règlement (CE) n° 1774/2002 modifié du Parlement européen et du Conseil du 3 octobre 2002 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux non destinés à la consommation humaine,
- l'article R. 231-20 du code rural relatif aux centres d'abattage et des établissements dans lesquels les denrées visées à l'article R. 231-12 sont préparées, traitées, transformées, entreposées, exposées, mises en vente ou vendues,
- les articles L 231-6 et R. 231-60 du code rural et le décret en conseil d'Etat du 30 décembre 2005 relatifs à l'application de dispositions prises par des règlements ou décisions de la communauté européenne,
- l'article L 231-5 du code rural et ses textes d'applications, en ce qui concerne les normes fixées pour les produits et les établissements stockant, manipulant, transformant des produits destinés à la consommation humaine ;
- l'arrêté du 20 juillet 1998 modifié fixant les conditions techniques et hygiéniques applicables au transport des aliments,
- En ce qui concerne le contrôle des échanges intra-communautaires et avec les pays tiers des animaux et des aliments et la certification de leur qualité sanitaire,
- les articles L.236-1, L.236-2, L.236-8 du code rural et leurs arrêtés d'application sur l'agrément des opérateurs et de leurs installations.

ANNEXE VII

Secrétariat général

Les décisions et les documents concernant :

- l'octroi de congés et autorisations d'absence des personnels dans le cadre des instructions ministérielles en vigueur,
- la fixation du règlement intérieur d'aménagement local du temps de travail et de l'organisation des services,
- le recrutement des personnels temporaires vacataires dans la limite des crédits délégués à cet effet,
- la commande des matériels, fournitures, véhicules et prestations,
- la signature des marchés, ordres de service et toutes pièces contractuelles relatives aux travaux d'aménagement et d'entretien des biens immobiliers,
- le commissionnement des agents des services vétérinaires,
- tout acte entrant dans le cadre du recrutement externe sans concours dans divers corps de catégorie C prévu par le décret n°2002-121 du 31 janvier 2002 et notamment :

- * nomination de la commission de sélection
 - * publication des avis de recrutement
 - * réception et vérification des dossiers de candidatures
 - * publication de la liste des candidats retenus par la commission pour participer à l'audition
 - * organisation matérielle des auditions
 - * publication de la liste des candidats déclarés aptes par la commission
- tout acte de recrutement déconcentré par concours, afférent à du personnel

ARRETE N°PREF/SCAT/2010/004 du 1er janvier 2010

donnant délégation de signature de M .Yves Cogneras, directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations (DDCSPP) de l'Yonne pour l'exercice des compétences d'ordonnateur secondaire et pour l'exercice des attributions du pouvoir d'adjudicateur au sein de la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations de l'Yonne

Article 1er : En tant que responsable des unités opérationnelles du département de l'Yonne relevant des programmes suivants :

S'agissant des missions relevant de la protection des populations :

- Développement des entreprises et de l'emploi (BOP inter-régional) – programme 134
- Sécurité et qualité sanitaire de l'alimentation (BOP régional) – programme 206

S'agissant des missions relevant de la cohésion sociale :

- Action en faveur des familles vulnérables (BOP régional) – programme 106
- Conduite et soutien des politiques sanitaires (BOP régional) – programme 124
- Egalité entre les hommes et les femmes-(crédits gérés par le SGAR) programme 134
- Handicap et dépendance (BOP régional) – programme 157
- Jeunesse et vie associative (BOP régional) – programme 163
- Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables (BOP régional) – programme 177
- Protection maladie (BOP national) – programme 183
- Conduite et pilotage des politiques du sport, de la jeunesse et de la vie associative (BOP central et régional) – programme 210
- Sport (BOP central et régional) – programme 219
- Accueil des étrangers et intégration (BOP régional) – programme 303

Délégation de signature est donnée à compter du 03 janvier 2010 à M. le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations à l'effet de procéder à l'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses de l'Etat : engagement, liquidation, mandatement, décisions d'oppositions ou relevant de la prescription quadriennale.

Article 2 : Demeurent réservés à ma signature :

Les conventions que l'Etat conclut avec la Région, le Département ou l'un des établissements publics

Les décisions financières d'un montant supérieur à 50 000 €sauf pour celles relatives aux programmes 106, 177 et 303 ainsi que les documents de notification correspondants.

Les décisions d'un montant supérieur à 10 000 €et les courriers afférents adressés aux parlementaires et au Président du Conseil général

Les ordres de réquisition du comptable public et les décisions de passer outre aux avis défavorables de l'ordonnancier financier local en matière d'engagement de dépenses

Article 3: La détermination des besoins à satisfaire prévue à l'article 5 du Code des Marchés Publics d'une part et le mode de computation des marchés au regard des seuils d'autre part, s'effectuent au niveau de la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations.

Article 4 : Un compte-rendu d'utilisation des crédits pour l'exercice budgétaire me sera adressé trimestriellement ainsi qu'une copie des comptes-rendus adressés aux responsables des programmes et budgets opérationnels de programme dont relèvent les unités opérationnelles susvisées.

Article 5 : En application de l'article 44 du décret modifié n° 2004-374 du 29 avril 2004, le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de l'Yonne pourra donner délégation aux agents placés sous son autorité afin de signer les actes relatifs aux affaires pour lesquelles il a lui-même reçu délégation. La liste des collaborateurs sera fixée par arrêté pris par ses soins qui sera notifié aux intéressés et publié au recueil des actes administratifs.

Le Préfet, Pascal LELARGE

**ARRETE n° PREF/SCAT/2010/005 du 1er janvier 2010
portant organisation de la direction départementale des territoires de l'Yonne**

Article 1er : La Direction Départementale des Territoires (DDT) de l'Yonne est organisée comme suit, à compter du 1er janvier 2010 :

- la Direction,
- le Secrétariat Général (SG),
- le Service de l'Urbanisme, de l'Habitat et du Renouvellement Urbain (SUHR),
- le Service de l'Environnement (SE),
- le Service de l'Economie Agricole (SEA),
- le Service de la Connaissance du Territoire et de l'Emergence de Projets (SCTEP),
- le Service de l'Ingénierie d'Appui aux Politiques Publiques Prioritaires (SIAPPP).

Le Préfet, Pascal LELARGE

**Arrêté n° PREF/SCAT/2010/006 du 1^{er} janvier 2010
portant affectation des agents à la Direction Départementale des Territoires de l'Yonne**

Article 1^{er} :

La Direction Départementale des Territoires de l'Yonne (DDT) placée sous l'autorité du préfet de l'Yonne, exerce les attributions définies à l'article 3 du décret n°2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles. Elle est compétente en matière de politiques d'aménagement et de développement durables des territoires.

Article 2 :

Pour répondre à l'organisation de la DDT de l'Yonne prévue par l'arrêté susvisé, il est fait appel à des agents issus des services existants suivants :

- Direction Départementale de l'Equipement et de l'Agriculture de l'Yonne (246 agents)
- préfecture de l'Yonne (2 agents mis à disposition)
- office France Agrimer (1 agent mis à disposition)

Article 3 :

La liste des agents est jointe en annexe à cet arrêté.

Le Préfet, Pascal LELARGE

ANNEXE

	Nom	Prenom	Quotité ETPE	Service Affectation	Poste	Agent	Rem
1	SIMON	Philippe	1	DIR	MAAP	MAAP	
2	CASTEL	YVES	1	DIR	MEEDDM	MEEDDM	
3	DELPORTE	ALAIN	1	DIR	MEEDDM	MEEDDM	
4	LECUYOT	MICHELINE	1	DIR	MEEDDM	MEEDDM	
5	MIVIELLE	CHANTAL	1	DIR	MEEDDM	Intérieur	Détachement
6	PHULPIN	GERARD	1	DIR	MEEDDM	MEEDDM	
7	PICHON	SYLVIE	1	DIR	MEEDDM	MEEDDM	
8	RENAULT	Bénédicte	1	DIR	MAAP	MAAP	
9	ARTOUCHENKO	WILLIAM	1	SCTEP	MEEDDM	MEEDDM	
10	BEAVALOT	VINCENT	1	SCTEP	MEEDDM	MEEDDM	
11	BETEMPS	PATRICK	1	SCTEP	MEEDDM	MEEDDM	
12	BLIN	Jean Pierre	1	SCTEP	MAAP	MAAP	
13	BONNOTTE	ERIC	1	SCTEP	MEEDDM	MEEDDM	
14	CHARONNAT	Chantal	0,8	SCTEP	MAAP	Office	Détachement

15	CHAT	LAURENT	1	SCTEP	MEEDDM	MEEDDM	
16	CIRIC	CATHERINE	0,8	SCTEP	MEEDDM	MEEDDM	
17	CORBE VINCENT	MARTINE	1	SCTEP	MEEDDM	MEEDDM	
18	COURTOIS	PASCALE	1	SCTEP	MEEDDM	MEEDDM	
19	DEBOT	ETIENNE	1	SCTEP	MEEDDM	MEEDDM	
20	DELIDAIS	MARTINE	1	SCTEP	MEEDDM	MEEDDM	
21	DIDIER	FABRICE	0,9	SCTEP	MEEDDM	MEEDDM	
22	FALISSARD	CHRISTOPHE	1	SCTEP	MEEDDM	MEEDDM	
23	GEIGER	Martine	0,8	SCTEP	MAAP	MAAP	
24	GILLET	CHRISTOPHE	1	SCTEP	MEEDDM	MEEDDM	
25	GOUNOT	VALERIE	0,8	SCTEP	MEEDDM	MEEDDM	
26	JAY	ANNIE	1	SCTEP	MEEDDM	MEEDDM	
27	LABALTE	THIERRY	1	SCTEP	MEEDDM	MEEDDM	
28	LE CORRE	SEBASTIEN	1	SCTEP	MEEDDM	MEEDDM	
29	LEMAITRE	JEAN-MAURICE	1	SCTEP	MEEDDM	MEEDDM	
30	LEROND	CLAIRE	1	SCTEP	MEEDDM	MEEDDM	
31	LOUIS	YOAN	1	SCTEP	MEEDDM	MEEDDM	
32	MAURY	DIDIER	1	SCTEP	MEEDDM	MEEDDM	
33	MERAT	PHILIPPE	1	SCTEP	MEEDDM	MEEDDM	
34	PASSEVENT	REMY	1	SCTEP	MEEDDM	MEEDDM	
35	RAMSEY	PASCALE	1	SCTEP	MEEDDM	MEEDDM	
36	ROCHETEAU	DANIEL	1	SCTEP	MEEDDM	MEEDDM	
37	SLASSI	Taeb	1	SCTEP	MAAP	MAAP	
38	TRIBOUT	KATIA	1	SCTEP	MEEDDM	MEEDDM	
39	VIRLY	PATRICK	0,8	SCTEP	MEEDDM	MEEDDM	
40	BAUD-BERTHIER	FREDERIC	1	SE	MEEDDM	MEEDDM	
41	BLUGEOT	SERGE	0,8	SE	MEEDDM	MEEDDM	
42	BOITE	SANDRIC	1	SE	MEEDDM	MEEDDM	
43	BOST	CHRISTINE	1	SE	MEEDDM	MEEDDM	
44	CAMBIER	ERIC	1	SE	MEEDDM	MEEDDM	
45	CHOKOMIAN	SOPHIE	1	SE	MEEDDM	MAAP	
46	COHEN	CARINE	1	SE	MEEDDM	MEEDDM	
47	COLLAS	Alain	1	SE	MAAP	MAAP	
48	DEMOUY	Yves	1	SE	MAAP	MAAP	
49	DURAND	Philippe	1	SE	MAAP	MAAP	
50	FELON	Christine	0,8	SE	MAAP	MAAP	

51	FRECHOT	Bertrand	1	SE	MAAP	MAAP	
52	GIRARD	CHRISTOPHE	1	SE	MEEDDM	MAAP	
53	GODBILLON	BRUNO	1	SE	MEEDDM	MEEDDM	
54	GRAPIN	MARIE-THERESE	0,8	SE	MEEDDM	MEEDDM	
55	LAURIN	MICHELE	1	SE	MEEDDM	MEEDDM	
56	MALTETE	Didier	1	SE	MAAP	MAAP	
57	MARTIN	SEVERINE	1	SE	MEEDDM	MAAP	
58	MARZIN	Nicole	0,8	SE	MAAP	MAAP	
59	MILTAT	Christine	1	SE	MAAP	MAAP	
60	NICOT	MARC	1	SE	MEEDDM	MEEDDM	
61	POQUET	Emilie	1	SE	MAAP	MAAP	
62	RAHIMI	Pierre	1	SE	MAAP	MAAP	
63	RAVENNE	FABIEN	1	SE	MEEDDM	MEEDDM	
64	RICHARD	Sandrine	1	SE	MAAP	MAAP	
65	TELPIC	YVAN	1	SE	MEEDDM	MEEDDM	
66	VILLE	JEROME	1	SE	MAAP	MAAP	
67	WOJCZYS	Magdalena	0	SE	MAAP	Office	MAD
68	AUGSUTE	Gérald	1	SEA	MAAP	MAAP	
69	AUGUSTE	Anne Lise	1	SEA	MAAP	MAAP	
70	BRANCOURT	Annick	1	SEA	MAAP	MEEDDM	
71	BRIFFE	Anne	0,8	SEA	MAAP	MAAP	
72	CAVAN	Caroline	0,8	SEA	MAAP	MAAP	
73	CHOUX	Patricia	1	SEA	MAAP	MAAP	
74	COMTE	Patricia	1	SEA	MAAP	MAAP	
75	COTANT	Valérie	1	SEA	MAAP	MAAP	
76	DUNIS	Bruno	1	SEA	MAAP	MAAP	
77	FLE	FRANCOISE	1	SEA	MAAP	MEEDDM	
78	GIRAULT	Thierry	1	SEA	MAAP	MAAP	
79	LEVALET	Jean Paul	1	SEA	MAAP	MAAP	
80	LEVEAU	Pierre	1	SEA	MAAP	MAAP	
81	LOSEAU	Isabelle	1	SEA	MAAP	MAAP	
82	MAHUT	ISABELLE	1	SEA	MAAP	MEEDDM	
83	MILLOT	Michel	1	SEA	MAAP	MAAP	
84	PARACHE	Sylvie	0	SEA	MAAP	MEEDDM	
85	PITTOIS	Emmanuel	1	SEA	MAAP	MAAP	
86	THUREAU	Véronique	0,9	SEA	MAAP	Office	Détachement
87	BARDOT	JACQUES	1	SG	MEEDDM	MEEDDM	

88	BIFFI	MARIE-NOELLE	1	SG	MEEDDM	MEEDDM	
89	BLIN	DOMINIQUE	1	SG	MEEDDM	MEEDDM	
90	BOUCHEZ	XAVIER	1	SG	MEEDDM	MEEDDM	
91	BOUDOT	NADINE	1	SG	MEEDDM	MEEDDM	
92	BOUROTTE	MARYSE	0,72	SG	Berkani	Berkani	
93	CAGNAT	ROSELYNE	1	SG	MEEDDM	MEEDDM	
94	CHABIN	MICHEL	1	SG	MEEDDM	MEEDDM	
95	CHEVALIER	PATRICIA	1	SG	MEEDDM	MEEDDM	
96	COLARDELLE	FRANCOISE	1	SG	MEEDDM	MEEDDM	
97	CORNEC	CATHERINE	1	SG	MEEDDM	MEEDDM	
98	CUMONT	MARCEL	1	SG	MEEDDM	MEEDDM	
99	DAVID	PASCAL	0,5	SG	MEEDDM	MEEDDM	
100	DEBBACHE	ANNIE	1	SG	MEEDDM	MEEDDM	
101	DELAGE	Bernadette	1	SG	MAAP	MAAP	
102	DEROUELLE	LOUIS	1	SG	MEEDDM	MEEDDM	
103	EMERY	Philippe	1	SG	MAAP	MAAP	
104	FARGANEL	David	1	SG	MAAP	MAAP	
105	FORTIN	GERARD	1	SG	MEEDDM	MEEDDM	
106	FROMNOT	Nicole	1	SG	MAAP	MAAP	
107	GENOT	CLAUDIE	1	SG	MEEDDM	MEEDDM	
108	GERVAIS	ANDRE	1	SG	MEEDDM	MEEDDM	OPA HCC
109	GREMET	JOSETTE	1	SG	MEEDDM	MEEDDM	
110	GUYOT	JEAN-YVES	0,8	SG	MEEDDM	MEEDDM	
111	LANION	Simone	0,8	SG	MAAP	MAAP	
112	MASIA	Annie	1	SG	MAAP	MAAP	
113	MASSOT	FRANCOISE	1	SG	MEEDDM	MEEDDM	
114	MATHIEU	Marie-Françoise	1	SG	MEEDDM	Défense	Détachement
115	MERCIER	DANIELE	1	SG	MEEDDM	MEEDDM	
116	MORENO	FRANCOISE	1	SG	MEEDDM	MEEDDM	
117	MORETTO	CLAUDINE	0,49	SG	Berkani	Berkani	
118	MORISSET	PASCAL	1	SG	MEEDDM	MEEDDM	
119	MOULIN	CHANTAL	1	SG	MEEDDM	MEEDDM	
120	NEGRELLO	GHISLAINE	1	SG	MEEDDM	MEEDDM	
121	OUTIN	NICOLE	1	SG	MEEDDM	MEEDDM	
122	PACOT	DIDIER	1	SG	MEEDDM	MEEDDM	
123	PARDIEU	GERALD	1	SG	MEEDDM	MEEDDM	
124	PELISSON	DOMINIQUE	1	SG	MEEDDM	MAAP	

125	PELLETIER	BRIGITTE	1	SG	MEEDDM	MEEDDM	
126	PERRIGAULT	Laurent	1	SG	MAAP	MAAP	
127	RIGOUT	JOEL	1	SG	MEEDDM	MEEDDM	
128	ROUGEOT	ANNE	0,34	SG	Berkani	Berkani	
129	ROULEUX	PATRICIA	1	SG	MEEDDM	MEEDDM	
130	SCHNEIDER	MICHELLE	1	SG	MEEDDM	MEEDDM	
131	TESSIOT	Florence	1	SG	MAAP	MAAP	
132	TUPINIER	DIDIER	1	SG	MEEDDM	MEEDDM	
133	VASSEUR	BRUNO	1	SG	MEEDDM	MEEDDM	
134	VINCENT	MARTINE	0,6	SG	MEEDDM	MEEDDM	
135	WARBURTON	KARIN	1	SG	MEEDDM	MEEDDM	
136	ALLARD	JEAN-HERVE	1	SIAPPP	MEEDDM	MEEDDM	
137	ANTOINE	MICHEL	1	SIAPPP	MEEDDM	MEEDDM	
138	BADOIR	MARTINE	1	SIAPPP	MEEDDM	MEEDDM	
139	BAUDIOT	MARIE-ROLANDE	1	SIAPPP	MEEDDM	MEEDDM	
140	BESANCENEY	STEPHANE	1	SIAPPP	MEEDDM	MEEDDM	
141	BONIN	NADINE	1	SIAPPP	MEEDDM	MEEDDM	
142	BONNET	FABRICE	1	SIAPPP	MEEDDM	MEEDDM	
143	CANAULT	Philippe	1	SIAPPP	MAAP	MAAP	
144	CANTOT	CHANTAL	1	SIAPPP	MEEDDM	MEEDDM	
145	CARON	EMMANUELLE	0,8	SIAPPP	MEEDDM	MEEDDM	
146	CHARBONNIER	MICHEL	1	SIAPPP	MEEDDM	MEEDDM	
147	CHARLOT	PASCAL	1	SIAPPP	MEEDDM	MEEDDM	
148	CIUDAD	XAVIER	0,8	SIAPPP	MEEDDM	MEEDDM	
149	CLOISEAU	ALAIN	1	SIAPPP	MEEDDM	MEEDDM	
150	COMBY	CYRILLE	1	SIAPPP	MEEDDM	MEEDDM	
151	CONFOLENS	LUC	1	SIAPPP	MEEDDM	MEEDDM	
152	DETHAN	MARIE-FRANCE	1	SIAPPP	MEEDDM	MEEDDM	
153	DUMAIRE	BRUNO	1	SIAPPP	MEEDDM	MEEDDM	
154	DURAND	Marie Andrée	0,8	SIAPPP	MAAP	MAAP	
155	EDELBLUTTE	EVELYNE	1	SIAPPP	Intérieur	Intérieur	MAD
156	EL MEHDI	MONER	1	SIAPPP	MEEDDM	MEEDDM	
157	ESCLAVY	JEAN PIERRE	1	SIAPPP	MEEDDM	MEEDDM	
158	GARNIER	JEAN	1	SIAPPP	MEEDDM	MEEDDM	
159	GILLET	CLAUDE	1	SIAPPP	MEEDDM	MEEDDM	
160	GILLON	JEAN	1	SIAPPP	MEEDDM	MEEDDM	

161	GOUILLARDON	FRANCOIS	1	SIAPPP	MEEDDM	MEEDDM	
162	GUDIN	LAURENT	1	SIAPPP	MEEDDM	MEEDDM	
163	HABERT	MARC	1	SIAPPP	MEEDDM	MEEDDM	
164	HENNOQUE	GERALD	1	SIAPPP	MEEDDM	MEEDDM	
165	KRAKOWKA	FRANCOISE	1	SIAPPP	MEEDDM	MEEDDM	
166	LABBE	FRANCIS	1	SIAPPP	MEEDDM	MEEDDM	
167	LAUVIN	LUDOVIC	1	SIAPPP	MEEDDM	MEEDDM	
168	LAVECHIN	SYLVETTE	1	SIAPPP	MEEDDM	MEEDDM	
169	LEGRAIN	CHRISTOPHE	1	SIAPPP	MEEDDM	MEEDDM	
170	MACCHI Géraldine	Géraldine	0,8	SIAPPP	MAAP	MAAP	
171	MARY	PHILIPPE	1	SIAPPP	MEEDDM	MEEDDM	
172	MENANT	MOISE	0,5	SIAPPP	MEEDDM	MEEDDM	
173	MENASSIER	ALAIN	1	SIAPPP	MEEDDM	MEEDDM	
174	MERLAUD	PHILIPPE	1	SIAPPP	MEEDDM	MEEDDM	
175	MICHAUX	JEAN LUC	1	SIAPPP	MEEDDM	MEEDDM	
176	MILLOT	CLAUDE	1	SIAPPP	MEEDDM	MEEDDM	
177	MOREAU	SERGE	1	SIAPPP	MEEDDM	MEEDDM	
178	NEGRELLO	SERGE	1	SIAPPP	MEEDDM	MEEDDM	
179	PAILLOTET	MICHEL	0,9	SIAPPP	MEEDDM	MEEDDM	
180	PATISSIER	DANIEL	1	SIAPPP	MEEDDM	MEEDDM	
181	PATISSIER	STEPHANE	1	SIAPPP	MEEDDM	MEEDDM	
182	PETIT	CARMELINA	1	SIAPPP	Intérieur	Intérieur	MAD
183	PUIGSERVER	ROGER	1	SIAPPP	MEEDDM	MEEDDM	
184	RIGAUT	GERARD	1	SIAPPP	MEEDDM	MEEDDM	
185	ROULEUX	PASCAL	1	SIAPPP	MEEDDM	MEEDDM	
186	ROUX	BERNARD	1	SIAPPP	MEEDDM	MEEDDM	
187	TERRIER	ESTELLE	1	SIAPPP	MEEDDM	MEEDDM	
188	TONNELIER	GILBERT	1	SIAPPP	MEEDDM	MEEDDM	
189	TOUPY	LAURENCE	1	SIAPPP	MEEDDM	MEEDDM	
190	VILTARD	JEAN-PIERRE	1	SIAPPP	MEEDDM	MEEDDM	
191	ZACCARDI	FREDERIQUE	0,8	SIAPPP	MEEDDM	MEEDDM	
192	ZAROW	David	1	SIAPPP	MAAP	MAAP	
193	BAPTIER	MARIE-CLAUDE	1	SUHR	MEEDDM	MEEDDM	
194	BAUD BERTHIER	MONIQUE	1	SUHR	MEEDDM	MEEDDM	
195	BERRY	FRANCIS	1	SUHR	MEEDDM	MEEDDM	
196	BONAN	OKITA	1	SUHR	MEEDDM	MEEDDM	

197	BOUAZIZ	AGNES	1	SUHR	MEEDDM	MEEDDM	
198	BROCHARD	JEROME	1	SUHR	MEEDDM	MEEDDM	
199	CABIROL	PAULINE	0,8	SUHR	MEEDDM	MEEDDM	
200	CAGNAT	GILLES	1	SUHR	MEEDDM	MEEDDM	
201	CHABRIERE	ANNICK	1	SUHR	MEEDDM	MEEDDM	
202	CHAULIAC	ALAIN	1	SUHR	MEEDDM	MEEDDM	
203	COMAIRAS	MARC	1	SUHR	MEEDDM	MEEDDM	
204	CORNEC	MICHEL	1	SUHR	MEEDDM	MEEDDM	
205	EUGENE	GUY	1	SUHR	MEEDDM	MEEDDM	
206	FEUILLET	ALAIN	1	SUHR	MEEDDM	MEEDDM	
207	FEVAL	EVELYNE	1	SUHR	MEEDDM	MEEDDM	
208	GABARD	SANDRA	1	SUHR	MEEDDM	MEEDDM	
209	GALLOIS	ERIC	1	SUHR	MEEDDM	MEEDDM	
210	GORDY	SIMONE	1	SUHR	MEEDDM	MEEDDM	
211	HITTIER	MARTINE	0,8	SUHR	MEEDDM	MEEDDM	
212	HORS	CORINNE	1	SUHR	MEEDDM	MEEDDM	
213	JOBINEAU	THIERRY	1	SUHR	MEEDDM	MEEDDM	
214	KERNE	FRANCINE	0,8	SUHR	MEEDDM	MEEDDM	
215	LAISNE	GAELE	0,8	SUHR	MEEDDM	MEEDDM	
216	LAMICHE	ELIANE	1	SUHR	MEEDDM	MEEDDM	
217	LAURENT	MARTINE	1	SUHR	MEEDDM	MEEDDM	
218	LE CLOAREC	VALERIE	1	SUHR	MEEDDM	MEEDDM	
219	LEFEBVRE	CHRISTINE	1	SUHR	MEEDDM	MEEDDM	
220	LEGENDRE	CHRISTELLE	1	SUHR	MEEDDM	MEEDDM	
221	LEGENDRE	NADINE	1	SUHR	MEEDDM	MAAP	
222	LEGUILLON	MARIE-CHRISTINE	1	SUHR	MEEDDM	MEEDDM	
223	LETOURNEAU	FREDERIC	1	SUHR	MEEDDM	MEEDDM	
224	LOPES	GREGORY	1	SUHR	MEEDDM	MEEDDM	
225	LOURDEZ-CHEMIN	CAROLE	1	SUHR	MEEDDM	MEEDDM	
226	LOWYCK	VIRGINIE	0,8	SUHR	MEEDDM	MEEDDM	
227	MARTIN	Franck	1	SUHR	MEEDDM	MAAP	
228	MARY-STEINMANN	JOCELYNE	1	SUHR	MEEDDM	MEEDDM	
229	MORISSON	CAROLE	0,8	SUHR	MEEDDM	MEEDDM	
230	NAUDOT	FRANCOIS	1	SUHR	MEEDDM	MEEDDM	
231	NGUYEN-VAN-LOC	CELINE	0,8	SUHR	MEEDDM	MEEDDM	
232	NODON	GILBERT	1	SUHR	MEEDDM	MEEDDM	

233	ORGEUR	ELISABETH	0,8	SUHR	MEEDDM	MEEDDM	
234	OUDIN	NADINE	1	SUHR	MEEDDM	MEEDDM	
235	PALLOT	JEAN-YVES	1	SUHR	MEEDDM	MEEDDM	
236	PEREIRA DA SILVA	SYLVIE	0,8	SUHR	MEEDDM	MEEDDM	
237	PREVOST	MARYSE	0,6	SUHR	MEEDDM	MEEDDM	
238	RICHARDET	SOPHIE	1	SUHR	MEEDDM	MEEDDM	
239	ROGER	ANNIE	1	SUHR	MEEDDM	MEEDDM	
240	ROLLIN	AGNES	0,6	SUHR	MEEDDM	MEEDDM	
241	ROUILLAT	REMI	1	SUHR	MEEDDM	MEEDDM	
242	SOYER	BRIGITTE	0,8	SUHR	MEEDDM	MEEDDM	
243	THIBOUT	GENEVIEVE	1	SUHR	MEEDDM	MEEDDM	
244	VALADIER	ALAIN	1	SUHR	MEEDDM	MEEDDM	
245	CABO	MICHEL	0	CLD	MEEDDM	MEEDDM	
246	GUENET	MARIE	0	CParental	MAAP	MAAP	
247	LOUAT	NICOLE	0	CLD	MEEDDM	MEEDDM	
248	VANKOEKELBERG	MICHEL	0	CLD	MEEDDM	MEEDDM	
249	TURPIN	JUANITA	0	CParental	MEEDDM	MEEDDM	

ARRETE N° PREF/SCAT/2010/007 du 1er janvier 2010
donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SIMON,
directeur départemental des territoires, pour l'exercice des missions générales et techniques de la DDT

Article 1^{er} : Délégation de signature est donnée à Monsieur Philippe SIMON, ingénieur en chef du génie rural, des eaux et forêts, directeur départemental des territoires de l'Yonne, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences les décisions suivantes :

Chapitre 1 - ADMINISTRATION GENERALE DU SERVICE

Décisions concernant les fonctionnaires et agents de la direction départementale des territoires et des services rattachés, et notamment :

1.1 - Affectation et gestion des contrôleurs des travaux publics de l'Etat
(décret n° 88.399 du 21 avril 1988 modifié)

1.1.1 - Nomination et gestion des agents d'exploitation des TPE (décret n° 91-393 du 25 avril 1991)

1.1.2 - Nomination et gestion des ouvriers des parcs et ateliers (décret n°65-382 du 21 mai 1965)

1.1.3 - Mise à disposition de droit prévue à l'article 105 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales (décret n° 86-351 du 06 mars 1986);

Sauf en ce qui le concerne, pouvoir de gestion à l'égard des fonctionnaires, des stagiaires de catégories A et B et des agents non titulaires de l'Etat :

1.1.4 -Détachement sans limitation de durée, en application de l'article 109 de la loi du 13 août 2004 (décret n° 2005-1785 du 30 décembre 2005) pour tous les fonctionnaires

1.2 - Octroi du congé pour naissance d'un enfant institué par la loi du 18 mai 1948 (décret n° 86-351 du 6 mars 1986 modifié, arrêté n° 88- 2153 du 8 juin 1988)

1.3 - Octroi des autorisations spéciales d'absence pour l'exercice du droit syndical dans la fonction publique prévues aux articles 12 et suivants du décret n° 82-447 du 28 mai 1982 modifié par le décret n° 84-954 du 25 octobre 1984 (décret n° 86-351 du 6 mars 1986 modifié, arrêté n° 88-2153 du 8 juin 1988)

1.4 - Octroi des autorisations spéciales d'absence prévues au chapitre III, alinéa 1.1, 1.2, 2.1 et 2.3 de l'instruction n° 7 du 23 mars 1950 prise pour l'application du statut de la fonction publique d'une part, pour la participation aux travaux des assemblées électives et des organismes professionnels et, d'autre part, pour les événements de famille et en cas de cohabitation avec une personne atteinte de maladie contagieuse (décret n° 86-351 du 6 mars 1986 modifié, arrêté n° 88-2153 du 8 juin 1988)

1.5 - Octroi des congés annuels, des congés de maladie « ordinaires », des congés pour maternité ou adoption, des congés de formation professionnelle, des congés pour formation syndicale et des congés pour participer aux activités des organisations de jeunesse et d'éducation populaire, des fédérations et des associations sportives et de plein air légalement constituées, destinées à favoriser la préparation, la formation ou le perfectionnement de cadres et animateurs, prévues aux alinéas 1, 2, 5, 6 et 8 de l'article 34 de la loi du 11 janvier 1984 (décret n° 86-351 du 6 mars 1986 modifié, arrêté n° 88-2153 du 8 juin 1988).

1.6 - Octroi des congés pour l'accomplissement d'une période d'instruction militaire prévus à l'article 53 de la loi du 11 janvier 1984 et de l'article 26, paragraphe 2, du décret du 17 janvier 1986 modifié (décret n° 86-351 du 6 mars 1986 modifié, arrêté n° 88-3389 du 21 septembre 1988)

1.7 - Octroi aux agents non titulaires de l'Etat des congés annuels, des congés pour formation syndicale, des congés en vue de favoriser la formation des cadres et d'animateurs pour la jeunesse, des congés de maladie « ordinaires », des congés occasionnés par un accident de travail ou une maladie professionnelle, des congés de maternité ou d'adoption, des congés pour l'accomplissement d'une période d'instruction militaire prévus aux articles 10, 11 § 1 et 2, 12, 14, 15, 26 § 2 du décret du 17 janvier 1986 (décret n° 86-351 du 6 mars 1986 modifié, arrêté n° 88-2153 du 8 juin 1988)

1.8 - Octroi des congés de maladie « ordinaires » étendus aux stagiaires par la circulaire FP 1268 bis du 3 décembre 1976 relative au droit à congés de maladie des stagiaires (décret n° 86-351 du 6 mars 1986 modifié, arrêté n° 88-2153 du 8 juin 1988)

1.9 - Affectation à un poste de travail des fonctionnaires et agents non titulaires énumérés ci-après lorsque cette mesure n'entraîne ni changement de résidence ni modification de la situation des agents occupant un emploi fonctionnel,

a - tous les fonctionnaires de catégorie B,

b - les fonctionnaires suivants de catégorie A :

- attachés administratifs ou assimilés

- ingénieurs des travaux publics de l'Etat ou assimilés

c - tous les agents non titulaires de l'Etat (décret n° 86-351 du 6 mars 1986 modifié, arrêté n° 88-2153 du 8 juin 1988)

1.10 - Octroi de disponibilité des fonctionnaires en application des articles 43 et 47 du décret n° 85-986 du 16 septembre 1985 prévue :

- l'expiration des droits statutaires à congé de maladie,

- pour donner des soins au conjoint, à un enfant ou à un ascendant à la suite d'un accident ou d'une grave maladie,

- pour élever un enfant âgé de moins de 8 ans,

- pour donner des soins à un enfant à charge, au conjoint ou à un ascendant atteint d'un handicap nécessitant la présence d'une tierce personne,

- pour suivre le conjoint lorsque celui-ci est astreint à établir sa résidence habituelle, en raison de sa profession, en un lieu éloigné du lieu d'exercice des fonctions du fonctionnaire (décret n° 86-351 du 6 mars 1986 modifié, arrêté n° 88-3389 du 21 septembre 1988)

1.11 - Octroi aux agents attribués en application de l'article 41 de la loi du 19 mars 1928 relative aux congés à plein traitement susceptibles d'être accordés aux fonctionnaires réformés de guerre et en application des 3° et 4° de l'article 34 de la loi du 11 janvier 1984 relatifs aux congés occasionnés par accident de service, aux congés de longue maladie et aux congés de longue durée (décret n° 86-351 du 6 mars 1986 modifié, arrêté n° 88-3389 du 21 septembre 1988)

1.12 - Octroi aux agents non titulaires des congés de grave maladie et des congés de maladie sans traitement, en application des articles 13, 16 et 17, paragraphe 2, du décret du 17 janvier 1986

(décret n° 86-351 du 6 mars 1986 modifié, arrêté n° 88-3389 du 21 septembre 1988)

1.13 - Octroi des autorisations d'accomplir un service à temps partiel en application du décret n° 84-959 du 25 octobre 1984, du décret n° 82-624 du 20 juillet 1982 et du décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 modifié (arrêté n° 89-2539 du 2 octobre 1989)

1.14 - Octroi aux fonctionnaires du congé parental en application de l'article 54 de la loi du 11 janvier 1984 modifiée (arrêté n° 89-2539 du 2 octobre 1989)

1.15 - Octroi aux agents non titulaires des congés parentaux, des congés pour élever un enfant de moins de huit ans ou atteint d'une infirmité exigeant des soins continus, des congés pour raisons familiales en application des articles 19, 20 et 21 du décret du 17 janvier 1986 modifié (arrêté n° 89-2539 du 2 octobre 1989)

1.16 - Octroi aux fonctionnaires stagiaires des congés sans traitement et du congé postnatal attribué en application des articles 6 et 13-1 du décret du 13 septembre 1949 modifié et des congés de longue maladie et de longue durée (arrêté n° 89-2539 du 2 octobre 1989)

1.17 - Octroi de la décision de réintégration des fonctionnaires, stagiaires et agents non titulaires lorsqu'elle a lieu dans le service d'origine dans les cas suivants :

➤ au terme d'une période de travail à temps partiel

➤ au terme d'un congé de longue durée ou de grave maladie,

➤ mi-temps thérapeutique après congé de longue maladie et longue durée

➤ au terme d'un congé de longue maladie (arrêté n° 89-2539 du 2 octobre 1989)

1.18 - En ce qui concerne les fonctionnaires de catégorie C : délégation portant sur toutes les décisions de recrutement et de gestion des membres du corps des dessinateurs régie par le décret du 2 juillet 1970 modifié par le décret n° 91-826 du 28 août 1991 du corps des agents administratifs, du corps des adjoints administratifs mentionnés à l'article 1er des décrets n° 90-712 et n° 90-713 du 1er août 1990 à l'exception des décisions suivantes :

1°) établissement des tableaux d'avancement et des listes d'aptitude

2°) établissement du tableau figurant à l'article 4 du décret n° 70-79 du 27 janvier 1970 relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires des catégories C

3°) octroi des congés qui nécessitent l'avis du comité médical supérieur

4°) détachement lorsque celui-ci doit être prononcé par arrêté interministériel ou après l'accord d'un ou de plusieurs ministres

5°) mise en position hors cadres et mise à disposition

Pour les décisions qui nécessitent l'avis préalable des commissions administratives paritaires en application des dispositions de l'article 25 du décret n° 82-451 du 28 mai 1982 relatif aux commissions administratives paritaires, modifié par le décret n° 84-955 du 25 octobre 1984, la délégation de pouvoirs est subordonnée à l'institution de ces commissions auprès des autorités délégataires (décret n° 90-302 du 4 avril 1990)

1.19 - Concession de logements (arrêté du 13 mars 1957)

1.20 - Définition des fonctions ouvrant droit à la nouvelle bonification indiciaire, détermination du nombre de points correspondant à chacune des fonctions et attribution des points de nouvelle bonification indiciaire aux fonctionnaires exerçant dans les services placés sous son autorité

1.21 - Ordres de mission, ordres de mission à caractère permanent, ordres de mission en vue d'exercer des missions à caractère social et syndical

1.22- Règlements amiables des dommages causés à des particuliers lorsqu'ils sont inférieurs à 3 000 €

1.23 - Règlements amiables des dommages subis ou causés par l'Etat du fait d'accidents de la circulation

1.24 - Commission départementale de réforme : secrétariat et signature des procès-verbaux lorsque la DDT assure la présidence tournante de la commission départementale de réforme à l'égard des agents des trois fonctions publiques, et procès-verbaux

1.25 - Tout acte entrant dans le cadre du recrutement externe sans concours dans divers corps de catégorie C prévu par le décret n° 2002-121 du 31 janvier 2002 et notamment :

- nomination de la commission de sélection
- publication des avis de recrutement
- réception et vérification des dossiers de candidatures
- publication de la liste des candidats retenus par la commission pour participer à l'audition
- organisation matérielle des auditions
- publication de la liste des candidats déclarés aptes par la commission

Chapitre 2 - SERVICE D'INGENIERIE ET D'APPUI AUX POLITIQUES PUBLIQUES PRIORITAIRES

2.1) Exploitation des routes nationales et des autoroutes

2.1.1 - Autorisations de transports exceptionnels de marchandises, d'engins ou de véhicules et ensembles de véhicules comportant plus d'une remorque (arrêté du 04 mai 2006)

2.1.2 - Etablissement des barrières de dégel et réglementation de la circulation pendant la fermeture (code de la route, art.45, circulaire n° 69-123 du 9 décembre 1969)

2.1.3 - Réglementation de la circulation sur les ponts (code de la route, art. 422-4)

2.1.4 - Autorisation d'utilisation des pneumatiques à crampons sur les véhicules de plus de 3,5 tonnes en charges (code de la route, art. R 60 et arrêté du 21 juin 1978)

2.1.5 - Réglementation des intersections (code de la route, art. R 411-7)

2.1.6 - Réglementation de la vitesse (code de la route, art. R 413-1et R 413-3)

2.2) Transports terrestres

2.2.1 - Dérogations exceptionnelles à l'interdiction de circulation des véhicules de transport de marchandises (arrêté du 28 mars 2006)

2.2.2 - Suppression ou remplacement des barrières des passages à niveau (arrêté T.P. des 23 août 1952 et 30 octobre 1962)

2.2.3 - Délivrance de la carte professionnelle de conducteur routier

2.2.4 - Délégation de compétence pour la gestion administrative et technique des transports guidés touristiques

2.3) Education routière

2.3.1 - Signature des conventions entre l'Etat et les établissements d'enseignements à la conduite, relatives aux prêts sans intérêt destinés aux formations à la conduite de véhicules de catégorie B et à la sécurité routière (décret n° 2005-1225 du 29 septembre 2005)

2.3.2 - Signature des arrêtés d'agrément, de suspension et de retrait d'agrément d'exploitation des établissements d'enseignement de la conduite automobile et ceux d'établissements destinés à la formation des moniteurs d'enseignement de la conduite des véhicules à moteur, la signature des autorisations d'enseigner et des décisions de suspension et de retrait.

2.4 - Divers ingénierie

2.4.1 - Recouvrement des redevances sur les consommations d'eau potable provenant des distributions publiques - Instruction Interministérielle du 1er juin 1995

2.4.2 - Arrêté d'ouverture d'enquête et prise de l'arrêté d'établissement instituant la servitude pour pose de canalisation - loi du 4 août 1962

3.1 - Forêts

- 3.1.1 – Instruction et demande d'autorisation de coupe dans le cadre du régime spécial d'autorisation administrative de coupe
L222-5 et R222-20 du code forestier
- 3.1.2 – Réception des dossiers de demande d'autorisation de défrichement en application de l'article R 311-1 du code forestier
- 3.1.3 – Mise en œuvre de la procédure des demandes d'autorisation de défrichement en forêt privée en application des articles R 312-1 à R 312-6 du code forestier
- 3.1.4 – Décisions refusant ou acceptant, avec ou sans les conditions prévues par l'article L 311-4, les demandes d'autorisation de défrichement en forêt privée en application des articles L 311-1 et R 312-1 du code forestier
- 3.1.5 – Décision refusant ou acceptant avec ou sans les conditions prévues par l'article L 311-4 les demandes d'autorisation de défrichement en forêt relevant du régime forestier en application des articles L 311-1 et R 312-4 du code forestier
- 3.1.6 – Ordre de rétablissement des lieux en nature de bois après défrichement en application des articles L 313-1, L313-2 et R 313-1 du code forestier
- 3.1.7 – Exécution des travaux de plantation après défrichement aux frais du propriétaire en application de l'article L 313-3 du code forestier
- 3.1.8 – Instruction et décision d'autorisation de coupe ou d'abattage d'arbre en application des articles R 130-4 et R 130-11 du code de l'urbanisme
- 3.1.9 – Décision de rejet des demandes d'autorisation de défrichement dans les espaces boisés classés au plan d'occupation des sols en application des articles L 130-1 et R 130-7 du code de l'urbanisme
- 3.1.10 – Décision d'autorisation exceptionnelle de brûlage en forêt et à moins de 200 m des bois, forêts, plantations et friches pendant les périodes d'interdiction fixées par l'arrêté préfectoral du 26 juin 1992
- 3.1.11 – Signature des registres des ingénieurs, techniciens et agents de l'Etat, en application des articles R 341-4 et 341-5 du code forestier
- 3.1.12 – Signature des arrêtés de protection de boisements linéaires, haies et plantation d'alignements existants ou à créer en application de l'article L 126-6 du code rural
- 3.1.13 – Décision de modification de prime et signature du procès-verbal de réception des travaux dans le cadre des primes au boisement de terres agricoles en application du décret n° 94-1054 du 1^{er} décembre 1994 et de l'arrêté préfectoral n° 96-826 du 26 juillet 1996
- 3.1.14 – Décisions d'octroi et de modification de prime et signature du procès-verbal de réception des travaux dans le cadre des primes au boisement de terres agricoles en application du décret n° 2001-359 du 19 avril 2001 et de l'arrêté préfectoral n° 2001-0087 du 31 octobre 2001 modifié par l'arrêté préfectoral n° 2003-90 du 11 juillet 2003
- 3.1.15 - Décision d'octroi et de modification d'aide de l'Etat, et de l'Union européenne, accordée aux propriétaires forestiers pour les opérations d'investissement forestier (FEADER)
- 3.1.16 – Main levée partielle ou totale des sûretés offertes en garantie des prêts en numéraire octroyés par le Fonds Forestier National en application de l'article L 532-3 du code forestier
- 3.1.17 – Décision d'application du régime forestier en forêt communale en application des articles L 141-1 et R 141-5 du code forestier
- 3.1.18 – Décision d'autorisation de distraction du régime forestier en application de l'article L 141-1 du code forestier et de la circulaire ministérielle DGFARC 2003-5002 du 03 avril 2003
- 3.1.19 – Décision de déchéance partielle de droits dans le cadre des aides de l'Etat et de l'union européenne accordées aux propriétaires forestiers pour les investissements forestiers dans le cadre du PDRN 2000-2006 et du PDRH 2007-2013
- 3.1.20 – Instruction et décision relatives aux dossiers de demandes de coupes forestières régies par l'article L10 du code forestier et l'arrêté préfectoral du 02 décembre 2004

3.2 - Chasse

- 3.2.1 – Prescription de battues administratives sous la direction du lieutenant de louveterie pour la destruction d'animaux "nuisibles ou malfaisants" - L 427-6, L 427-7 du code de l'environnement
- 3.2.2 – Prescription de chasses particulières pour la destruction d'animaux "nuisibles ou malfaisants" - art. L 427-6 du code de l'environnement
- 3.2.3 – Décision d'autorisation de destruction à tir des animaux classés nuisibles - R 427-20 du code de l'environnement
- 3.2.4 – Décision d'autorisation de destruction des animaux classés nuisibles à l'aide d'oiseaux de chasse au vol - R 427-25 du code de l'environnement
- 3.2.5 – Décision d'agrément des piégeurs (article R 427-16 du code de l'environnement)
- 3.2.6 – Décision d'autorisation de capture du lapin de garenne en tout temps avec bourses et furets - art. R 427-12 du code de l'environnement
- 3.2.7 – Décision d'autorisation de capture d'espèces gibier pour les conserver provisoirement et les relâcher ensuite dans un but de repeuplement - arrêté du 1er août 1986 modifié
- 3.2.8 – Décision d'autorisation individuelle de lâcher d'animaux classés nuisibles - R 427-26 du code de l'environnement
- 3.2.9 – Décision d'autorisation de détention, production et élevage des sangliers - arrêté du 08 octobre 1982
- 3.2.10 – Délivrance des certificats de capacité relatifs aux espèces dont la chasse est autorisée
L 413-2 et R 413-25 à 27 du code de l'environnement

- 3.2.11 – Délivrance des autorisations d'ouverture d'établissements détenant des espèces dont la chasse est autorisée - L 413-3 et R 413-28 et suivants du code de l'environnement
- 3.2.12 – Décision d'autorisation de lâcher dans le milieu naturel de grand gibier ou de lapins - L 424-11 du code de l'environnement et arrêté ministériel du 07 juillet 2006
- 3.2.13 – Arrêtés fixant les plans de chasse individuels - R 425-8 du code de l'environnement
- 3.2.14 – Décision d'autorisation individuelle de tir d'été du cerf, du chevreuil et du sanglier- R. 424-8 du code de l'environnement
- 3.2.15 - décision d'autorisation de détention d'animaux d'espèces gibier au sein d'un élevage d'agrément - arrêté ministériel du 10 août 2004
- 3.2.16 - décision d'autorisation de détention, transport et utilisation de rapaces pour la chasse au vol - arrêté ministériel du 10 août 2004
- 3.2.17 – Décision d'autorisation de chasse du sanglier avant l'ouverture générale de la chasse - R 424-8 du code de l'environnement
- 3.2.18 – Signature des registres tenus par les techniciens et agents techniques de l'environnement
- 3.2.19 – Décision de capture temporaire de gibier à des fins scientifiques - L 424-10 et R 224-14 du code de l'environnement
- 3.2.20 – Décision d'autorisation d'importation, de colportage, de mise en vente ou d'achat de spécimens des espèces d'oiseaux dont la chasse est autorisée
- 3.2.21 – Décision d'autorisation de destruction du grand cormoran conformément aux articles 2 et 4 de l'arrêté ministériel du 17 avril 1981 modifié fixant la liste d'oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire.
- 3.2.22 – Arrêté portant constitution d'un comité départemental de suivi des populations de grands cormorans et de mouettes rieuses
- 3.2.23 – Décision d'autorisation d'éliminer le gibier présent sur l'emprise S.N.C.F. de la ligne T.G.V.

3.2.24 – Décision d'autorisation pour l'organisation de manifestations d'entraînements concours ou épreuves de chiens de chasse

Arrêté ministériel du 21 janvier 2005 modifié

3.2.25 – Décision d'autorisation pour la recherche du gibier avec source lumineuse.

Arrêté ministériel du 1er août 1986 modifié

3.2.26 - Signatures des convocations à la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage.

3.3 - Pêche

3.3.1 – Destruction des espèces de poissons déclarées "susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques" - L 432-10 du code de l'environnement

3.3.2 – Application des clauses du cahier général des charges pour la location par l'Etat à des associations agréées de pêche, du droit de pêche, du droit de pêche aux lignes et aux balances dans les eaux du domaine public fluvial (art. L 435-1 à L 435-3 et R 435-2 à R 435-15 du code de l'environnement – arrêté ministériel du 17 novembre 2003)

3.3.3 – Cahier des charges du 31 mai 1961 fixant les clauses et conditions générales de la location du droit de pêche aux engins, dans les eaux du domaine public fluvial (art. L 435-1 à L 435-3 et R 435-2 à R 435-15 du Code de l'environnement – arrêté ministériel du 17 novembre 2003)

3.3.4 – Interdiction de pêche sur certaines parties de cours d'eau ou plan d'eau (art R 436-8) - du code de l'environnement

3.3.5 – Décision d'autorisation d'organiser des concours de pêche en eau de 1ère catégorie - code de l'environnement R 436-22

3.3.6 – Interdiction ou limitation de la pêche en cas de baisse des eaux (au titre des articles R 436-16 à R 436-42 L 432-10 et L 432-11 et R 432-4 à R 432-8 du code de l'environnement)

3.3.7 – Inventaires piscicoles, propagation de l'espèce

3.3.8 – Signature des livrets journaliers des gardes commissionnés de l'administration chargée spécialement de la surveillance de la pêche

3.3.9 – Validation du programme annuel d'activités de la brigade départementale du conseil supérieur de la pêche

3.3.10 – Signature des baux amiables de location du droit de pêche sur le domaine public (art. L 435-1 à L 435-3 et R 435-2 à R 435-15 du code de l'environnement – arrêté ministériel du 17 novembre 2003)

3.3.11 – Arrêté portant agrément des présidents et trésoriers des associations de pêche agréées (art R 434-40 du code de l'environnement)

3.3.12 – Décision d'autorisation de capture du poisson au titre des articles L 436-9, R 432-4 à R 432-9 du code de l'environnement

3.3.13 – Arrêté établissant le classement en réserve temporaire de pêche (art. R 436-70 à R 436-79)

3.3.14 – Autorisation des concours de pêche.

3.3.15 - décisions au titre de l'article R 431-37 (dispositions applicables aux déclarations des droits, concessions ou autorisations portant sur des plans d'eau existants)

3.3.16 - classement au titre des articles R 431-1 à R 431-6 (application loi pêche aux plans d'eau en eau close)

3.3.17 - classement en catégories piscicoles au titre de l'article R 436-43

3.3.18 – arrêtés relatifs à l'avis annuel des périodes d'ouverture et de fermeture de la pêche (article R436-57 du code de l'environnement)

3.3.19 – arrêtés relatifs à l'agrément du président et du trésorier de la FDAAPPMA (article R434-33 du code de l'environnement)

3.3.20 – arrêtés relatifs au classement en catégories piscicoles des cours d'eau (article R436-43)

3.3.21 – arrêtés relatifs à l'application de la législation sur la pêche aux plans d'eau en eau close (R431-1 à R431-5 du code de l'environnement)

3.4 - Police de l'eau

3.4.1 – Police et conservation des eaux - - L 215-7 du code de l'environnement

3.4.2 – Autorisation de prélèvement pour les collectivités publiques des eaux non domaniales, superficielles ou souterraines - L 215-13 du code de l'environnement

3.4.3 – Autorisation d'occupation temporaire et de stationnement

3.4.4 – Autorisation d'extraction de produits naturels : vases, sables, pierres - - L 215-2 du code de l'environnement

3.4.5 – signature de tous les actes administratifs, décisions et courriers liés à l'examen de la complétude des dossiers des installations, ouvrages, travaux et activités visés à l'article L214-1 du code de l'environnement.

3.4.6 – signature de tous les actes administratifs, décisions et courriers attachés à la fonction de service instructeur des dossiers des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à déclaration au titre de l'article L214-1 du code de l'environnement.

3.4.7 – signature de tous les actes administratifs, décisions et courriers attachés à l'instruction des dossiers déposés au titre des articles suivants du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 modifié :

- article R 214-23 (autorisation temporaire IOTA qui n'ont pas d'effet important sur les eaux et le milieu aquatique) ;
- article R 214-44 (réalisation de travaux d'urgence destinés à prévenir un danger grave) ;
- article R 214-47 (soumission à autorisation ou déclaration de la reconstruction d'un ouvrage),
- article R 214-51 (demande de compléments et prescriptions concernant les IOTA légalement réalisés et exercés, venant à être soumis à la loi sur l'eau postérieurement à leur création)

3.4.8 – proposition de transaction pénale prévue par l'article L216-14 du code de l'environnement lorsque l'infraction constitue une contravention

3.4.9 - Autorisations de travaux de protection contre les eaux : prise en considération et autorisation des travaux de défense des lieux habités contre les inondations (décret n° 81-648 du 5 juin 1981)

3.4.10 - Cours d'eau non domaniaux : curage, élargissement et redressement (Code rural, art. 114 à 122)

3.4.11 – classement et déclassément d'ouvrages d'art au titre de l'article L215-10 du code de l'environnement

3.5 - Aménagement Foncier

3.5.1 – Décision concernant les échanges d'immeubles ruraux - - code rural, art. L124-3

3.5.2 – Arrêté de constitution et de renouvellement des commissions communales d'Aménagement Foncier -- code rural L 121-2, à L 121-5

3.5.3 – Arrêté de constitution, renouvellement et dissolution des associations syndicales - loi du 21 juin 1865 modifiée

3.5.4 – Arrêté de constitution de renouvellement et de dissolution des associations foncières créées à l'occasion des opérations d'aménagement foncier - code rural R 132-2 et R 133-1 et 9, arrêté 1er alinéa art L 121-19 du code rural

3.6 - Déchets

3.6.1 - Autorisations pour exploiter des installations de stockage de déchets inertes : instructions des demandes d'autorisation pour des installations de stockage de déchets inertes (Code de l'Environnement, article L.541.30.1)

3.7 – Natura 2000

3.7.1 – contrats Natura 2000

3.7.2 – décisions d'octroi et de modification d'aides pour l'animation du réseau Natura 2000

Chapitre 4 – SERVICE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DU RENOUVELLEMENT URBAIN

4.1 - Logement

Création de logements locatifs sociaux (PLUS / PLAI / PLS)

4.1.1 - Décisions d'octroi et d'annulation de subvention pour la construction ou l'acquisition et l'amélioration de logements locatifs aidés

(Code de la Construction C.C.H., art R.331-3, R.331-6, R.331-7, R.331-19)

4.1.2 - Autorisation exceptionnelle de débiter les travaux avant la décision d'octroi des subventions à la construction ou l'acquisition et l'amélioration de logements locatifs aidés

(C.C.H., art R.331-5)

4.1.3 - Prorogation de délai pour achever les travaux ayant donné lieu à une subvention à la construction ou l'acquisition et l'amélioration de logements locatifs aidés

(C.C.H., art R.331-7)

4.1.4 - Décisions d'octroi et d'annulation de subvention pour l'acquisition de terrains destinés à la construction ou l'acquisition d'immeubles en vue de leur amélioration (Surcharge foncière)

(C.C.H., art R.331-25)

Amélioration de logements locatifs sociaux (PALULOS)

4.1.5 - Décision d'octroi et d'annulation des subventions à l'amélioration des logements locatifs sociaux (C.C.H., art R.323-5)

4.1.6 - Autorisation de dérogation au montant des travaux subventionnés d'amélioration des logements locatifs sociaux

(C.C.H., art R.323-6)

4.1.7 - Dérogation au taux des subventions à l'amélioration des logements locatifs sociaux

(C.C.H., art R.323-7)

4.1.8 - Autorisation exceptionnelle de débiter les travaux avant la décision d'octroi des subventions à l'amélioration des logements locatifs sociaux

(C.C.H., art R.323-8)

4.1.9 - Prorogation de délai pour achever les travaux ayant donné lieu à une subvention à l'amélioration des logements locatifs sociaux

(C.C.H., art R.323-8)

Démolitions, changements d'usage et ventes de logements sociaux

4.1.10 - Autorisations de cession ou de changement d'usage d'un élément du patrimoine immobilier d'un organisme d'habitations à loyer modéré

(C.C.H., art L.443-7, L.443-8, L.443-11, L.443-13, L.443-14)

4.1.11 - Autorisations de démolition d'un bâtiment à usage d'habitation appartenant à un organisme d'habitations à loyer modéré et exonérations de tout ou partie de l'aide à la pierre perçue

(C.C.H., art L.443-15-1, R 443-17)

4.1.12 - Décisions d'octroi et d'annulation des subventions pour l'amélioration de la qualité de service, la démolition ou le changement d'usage de logements locatifs sociaux

(circulaire n° 2001-69/UHC/IUH2/22 du 9 octobre 2001, circulaire n° 2001-77 du 15 novembre 2001)

Accession à la propriété

4.1.13 - Décisions d'agrément pour la réalisation de logements faisant l'objet d'un contrat en location-accession (PSLA)

(C.C.H., art. R. 331-76-5-1)

4.1.14 - Décisions d'octroi de subvention aux collectivités territoriales soutenant l'accession populaire à la propriété (PASS Foncier)

(Décret n° 2009-577 du 20 mai 2009)

Aide Personnalisée au Logement (APL)

4.1.15 - Conventions A.P.L. prévues à l'article L.351-2 du C.C.H. et leurs résiliations prévues à l'article L.353-12 du C.C.H.

4.1.16 - Décisions favorables au maintien ou à la suspension du versement de l'aide personnalisée au logement (APL) en cas d'impayés de loyer ou de mensualités d'accession à la propriété et décisions sur les contestations de décisions des organismes payeurs

(C.C.H., art L 351-14)

Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU)

4.1.17 - Décisions attributives de subventions (DAS) de l'ANRU en qualité de délégué territorial adjoint

(décret n° 2004-123 du 9 février 2004 relatif à l'ANRU)

4.1.18 - Propositions de liquidation des paiements pour les opérations de l'ANRU en qualité de délégué territorial adjoint (fiche-navette de paiement, fiche analytique et technique)

(décret n° 2004-123 du 9 février 2004 relatif à l'ANRU)

Divers

4.1.19 - Décisions d'agrément des organismes collecteurs de la participation des employeurs à l'effort de construction (1% logement)

(C.C.H., art R 313-21)

4.1.20 - Primes de déménagement et de réinstallation :

1) attribution

(C.C.H., art. L.631-1, L.631-2)

2) exception de reversement par le bénéficiaire de la prime en cas de non-exécution des engagements (C.C.H., art. L. 631-6)

3) primes complémentaires de déménagement

liquidation et mandatement (arrêté du 12 novembre 1963, art. 6)

4.2 - H.L.M.

4.2.1 - Elargissement de la liste des entreprises appelées à soumissionner à des mises en concurrence (décret n° 61-552 du 23 mai 1961)

4.2.2 - Accord préalable à la passation des marchés négociés sans limitation de montant par les offices d'H.L.M (C.M.P, art 321-1°, 2°, 4° 7°)

4.2.3.1 - Accord préalable à l'insertion dans le C.C.A.P. des marchés pour les offices d'H.L.M de la clause de reconduction (C.M.P, art. 312 bis, 4°)

4.2.3.2 - Accord préalable à la passation des marchés négociés de reconduction par les offices d'H.L.M. (C.M.P., art .312 bis, 4°)

4.2.4.1 - Accord préalable à la passation des marchés négociés par les sociétés anonymes d'H.L.M.(décret n° 61-552 du 23 mai 1961 modifié par le décret n° 71-574 du 2 juillet 1971, art. 25, 29-5°, 6° et 7°)

4.2.4.2 - Accord préalable à la passation des marchés négociés de reconduction par les sociétés anonymes d'H.L.M et groupements constitués (décret n° 53-846 du 18 septembre 1953, art.7, après avis de la commission du jury). (C.M.P., art. 303, décret n° 61-552 du 23 mai 1961 modifié par le décret n° 71-574 du 2 juillet 1971, art.31)

4.2.5 - Autorisation de réduction des délais de réception des offres dans le cas d'appel d'offres ouvert et des délais de réception des candidatures ou des offres dans le cas d'appel d'offres restreint organisés par les offices d'H.L.M. (C.M.P., art. 296 et 297)

4.2.6 - Approbation des marchés passés par les offices d'H.L.M.

Décret n° 61-549 du 23 mai 1961, art. 9, (code des communes, art. 314-2)

4.2.7 - Autorisations accordées aux offices et sociétés d'H.L.M. de constituer des commissions spécialisées (arrêté du 16 janvier 1962)

4.2.8 - Autorisations accordées aux offices et sociétés d'H.L.M. de traiter par voie de marché négocié pour la reconduction de projets pour des opérations de moins de 200 logements (arrêté du 15 octobre 1963)

4.3 - Urbanisme

4.3.1 - Dérogations aux règles posées en matière d'implantation et de volume des constructions et aménagement des règles prescrites, sauf en cas d'avis en sens opposé du DDT et soit du conseil général, soit du maire. (C.U, art. R. 111-20)

4.3.2 - Dérogations permettant l'octroi du permis de construire sur des terrains compris dans les emprises de routes nationales ou autoroutes projetées (décret n° 58-1316 du 23 décembre 1958, art. 2)

4.3.3 - Délivrance des certificats d'urbanisme, sauf dans le cas où le directeur départemental des territoires ne retient pas les observations du maire (C.U., art. R. 410-11)

4.3.4 – les opérations suivantes concernant les lotissements :

4.3.4.1- Autorisations de modification de tout ou partie des documents concernant les lotissements lorsque les deux tiers des propriétaires détenant ensemble les trois quarts au moins de la superficie d'un lotissement ou les trois quarts des propriétaires détenant au moins les deux tiers de ladite superficie le demandent ou l'acceptent. (C.U., art. L. 442-10)

4.3.4.2 - Autorisation de la vente des lots d'un lotissement avant l'exécution des travaux de finition (C.U., art. R. 442-13 § a)

4.3.4.3 - Autorisation de la vente par anticipation des lots d'un lotissement (C.U., art. R.442-13 § b)

4.3.5 - Autorisations et déclarations d'occupation du sol ; démolitions

4.3.5.1 - Formalités préalables aux diverses autorisations et aux déclarations préalables

4.3.5.2 - Autorisation d'utiliser pour un usage industriel les terrains sur lesquels sont établies des usines dont l'exploitation est ou serait interrompue (C.C.H., art. L. 510-4).

4.3.5.3 - Demande de pièces complémentaires dans les cas prévus par l'article R. 422-2 (C.U., art. R. 423-38).

4.3.5.4 - Modification du délai d'instruction de droit commun dans les cas prévus par l'article R. 422-2 (C.U., art. R 423-42)

4.4 - Décisions

4.4.1 – déclaration préalable dans les cas prévus par l'article R422-2 sauf dans le cas de désaccord entre le maire et le DDT

4.4.2 - Achèvement des travaux de construction ou d'aménagement, décision de contestation de la déclaration (art. R.462-6), mise en demeure de déposer un dossier modificatif ou de mettre les travaux en conformité (art. 462-9), attestation prévue à l'article R.462-10

4.4.2 - Financement des lotissements et des zones opérationnelles définies aux articles R. 442-1 et R.442-1 § b du C.U, Décision d'octroi d'un préfinancement bonifié (C.C.H., art. R. 331-57 § 2)

4.5 - Contrôle de légalité des actes d'urbanisme

4.5.1 - Lettre d'observations adressée à l'auteur de l'acte et concluant en la demande de pièces complémentaires en vue d'exercer le contrôle de légalité de l'acte (application de l'article L.2131-6 du code général de collectivités territoriales)

Chapitre 5 – SERVICE DE L'ECONOMIE AGRICOLE

5.1- Décisions prises dans le cadre du contrôle des structures des exploitations agricoles, notamment :

5.1.1 – Décisions relatives aux demandes d'autorisation d'exploiter

- article L 331-1 et suivants du code rural

- arrêté DDAF/SEA 2000-23 du 11 décembre 2000 portant révision du schéma directeur départemental des structures du département de l'Yonne

- arrêté DDAF/SEA/2000-24 du 11 décembre 2000 portant fixation de l'unité de référence applicable au département de l'Yonne

5.1.2 – Délivrance d'autorisation d'exploiter aux étrangers non bénéficiaires de la liberté d'établissement - décret n° 54-72 du 20 janvier 1954 et arrêté du 30 mars 1955

5.1.3 – Délivrance de la dispense d'autorisation d'exploiter aux ressortissants de l'Union Européenne bénéficiaire de la liberté d'établissement - décret n° 63-1019 et arrêté du 10 octobre 1963

5.2 - Décisions prises en application du statut du fermage et notamment :

5.2.1 – Décisions portant fixation des cours moyens du vin servant pour le calcul du prix des fermages; constatant l'indice des fermages et sa variation ; constatant l'évolution de l'indice du coût de la construction

5.2.2 – demande d'autorisation de résiliation d'un bail agricole sur des parcelles en vue du changement de destination agricole (art L411.32 du code rural)

5.3 - Décisions relatives à l'agriculture de groupe, et notamment :

5.3.1 – Décision d'agrément et de retrait des groupements agricoles d'exploitation en commun (G.A.E.C.) - décret n° 64-1193 du 03 décembre 1964

5.3.2 – Agrément des programmes opérationnels des organisations de producteurs.

Règlement CE n° 609/2001 de la commission portant modalités d'application du règlement CE 2200/96 du Conseil.
Arrêté du 16 juillet 2001 portant mise en œuvre de ces règlements

5.3.3– Agrément des intermédiaires pour la collecte des oléagineux - décret n° 56-777 du 29 juin 1956

5.4 - Décisions relatives au financement des investissements agricoles par des emprunts à taux bonifiés, notamment :

5.4.1 – Certificat de recevabilité des plans d'amélioration matérielle - décret n° 84-1144 du 30 octobre 1984

5.4.2 – Décision portant acceptation des plans d'investissement des C.U.M.A. pour l'acquisition de matériel agricole - décret n° 82-370 du 04 mai 1982, arrêté du 11 avril 2007 relatif aux prêts bonifiés, aux CUMA

5.4.3 – certificat de recevabilité des plans d'investissement, prêts spéciaux de modernisation, prêts spéciaux d'élevage et prêts aux productions végétales spéciales.

- décret n° 2004-1283 du 26 novembre 2004 relatif aux prêts bonifiés à l'investissement dans les exploitations agricoles et modifiant le code rural, - articles R 344-1 à R 344-26 du code rural

5.4.4– décision d'autorisation du financement des plans d'investissement

- décret n° 2004-1283 du 26 novembre 2004 relatif aux prêts bonifiés à l'investissement dans les exploitations agricoles et modifiant le code rural, articles R 344-1 à R 344-26 du code rural

5.5 -Décisions prises par le guichet unique, relatives aux subventions d'investissements dans le cadre de programmes nationaux et communautaires, notamment :

5.5.1 – décisions d'attribution d'une subvention dans le cadre du programme de maîtrise des pollutions d'origine agricole, volet « élevage » (PMPOA)

5.5.2 – décision d'attribution d'une subvention dans le cadre du plan végétal pour l'environnement

5.5.3 – décisions d'attribution d'une subvention dans le cadre du plan de modernisation des bâtiments d'élevage (PMBE)

5.5.4 – décision d'attribution d'une subvention dans le cadre du plan de performance énergétique (PPE)

5.5.5 – décisions de prorogation ou de suspension de l'instruction des dossiers de demande de subvention d'investissement (PMPOA – PMBE – PVE - PPE)

5.6.- Décisions relatives à la transmission des exploitations agricoles, et notamment :

5.6.1 – Décision d'attribution des dotations d'installation des jeunes agriculteurs et d'attribution de certains prêts à moyen terme

- décret n° 2004-1308 du 26 novembre 2004, décret n°2008-1336 du 17 décembre 2008 relatif aux aides à l'installation des jeunes agriculteurs, arrêté du 17 décembre 2008 relatif aux conditions d'octroi de la DJA

- décisions de déchéance des droits à la DJA

- décision fixant les modalités départementales d'exécution du programme régional à l'installation des jeunes agriculteurs

5.6.2 – Décisions relatives au « stage six mois » des jeunes agriculteurs

décret n° 88-176 du 23 février 1988

5.6.3 – Décision d'octroi des aides dans le cadre du programme pour l'installation des jeunes en agriculture et le développement des initiatives locales (P.I.D.I.L.), du fonds pour l'installation en agriculture de l'aide à la transmission de l'exploitation agricole (A.T.E.) et du programme régional à l'installation (P.R.I.)

- décret n° 96-322 du 10 avril 1996

- décret n° 98-142 du 06 mars 1998

- arrêté préfectoral D.D.A.F./S.E.A./2001-19 du 4 septembre 2001

5.6.4 – Décision d'octroi des aides à la transmission des exploitations agricoles (A.T.E.)

- décret 2000-963 du 28 septembre 2000 relatif à la mise en œuvre d'une aide à la transmission de l'exploitation agricole

5.6.5 – Décisions prises dans le cadre du décret n° 2008-1336 du 17 décembre 2008 relatif aux aides à l'installation des jeunes agriculteurs

5.6.6 – Décisions prises dans le cadre du décret n° 2009-28 du 9 janvier 2009 relatif à l'organisation du dispositif d'accompagnement à l'installation des jeunes agriculteurs

5.6.7 – Décisions prises dans le cadre de l'arrêté du 9 janvier 2009 relatif aux financements des structures et des actions de formation dans le cadre de la mise en œuvre du dispositif permettant l'élaboration du plan de professionnalisation personnalisé prévu aux articles D.343-4 et D.343-19 du code rural

5.6.8 – Décisions prises dans le cadre de l'arrêté du 9 janvier 2009 relatif au plan de professionnalisation personnalisé prévu à l'article D.343-4 du code rural.

5.7 - Décisions relatives aux différents régimes d'aides de la politique agricole commune et du règlement de développement rural, et notamment :

5.7.1 – Décision concernant l'attribution des aides compensatoires dans le cadre de la nouvelle politique agricole commune conformément au règlement communautaire (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003

Tous les actes, décisions et documents pris en application de l'article D615-65 du code rural créé par le décret n° 2006-710 du 19 juin 2006 (article 7) et relatifs à la mise en œuvre des droits à paiement unique et de l'aide aux revenus prévus par le règlement (CE n° 1782-2003 du conseil du 29 septembre 2003)

Tous les actes, décisions et documents pris en application des articles D615-12 et D615-62 à D615-74 du code rural créés par le décret n° 2006-1326 du 31 octobre 2006 et relatif aux transferts de droits à paiement unique

Toutes décisions relatives au transfert de droit à paiement unique avec foncier, suite à préemption par une SAFER, en application du décret n° 2006-1824 du 23 décembre 2006.

Arrêté définissant les modalités d'attribution de droits à paiement unique (DPU à partir de la réserve départementale

5.7.2 – décisions relatives à l’octroi de dotations et des droits à paiement unique de la réserve nationale et de la réserve départementale à partir de 2007

5.7.3 – décisions prises en application des arrêtés fixant les règles à respecter en matière de jachère et de bonnes conditions agricoles et environnementales, notamment établissement de la liste des cours d’eau retenus pour l’implantation des couverts environnementaux au titre de l’article 3 de l’arrêté du 12/01/2005 pris pour l’application des articles R.615-10 et R.615-12 du code rural

5.7.4 – décisions prises en application de l’arrêté fixant les conditions d’éligibilité aux paiements compensatoires à certaines cultures arables calculées sur la base des rendements irrigués

- arrêté du 29 avril 1997 relatif à la gestion et au contrôle des déclarations de surfaces et au régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables

5.7.5 – Convention départementale jachère environnement et faune sauvage en application du règlement (CEE) 1765/92

5.7.6 – Décision d’acceptation de contrat et décision de déchéance totale ou partielle pris dans le cadre des programmes régionaux agri-environnementaux, notamment pour la protection des eaux et la réduction d’intrants, la reconversion à l’agriculture biologique, en application des règlements communautaires n° 2078/92 du 30 juin 1992 et n° 746/96 du 24 avril 1996

5.7.7 – Contrat territorial d’exploitation et avenants en application des règlements (CE) n° 1257/1999 du conseil du 17 mai 1999 et 1750/99 du 23 juillet 1999, de la loi d’orientation agricole n° 99-574 du 9 juillet 1999 et de l’arrêté du 8 novembre 1999 relatif aux aides accordées aux titulaires de contrats territoriaux d’exploitation

5.7.8 – contrat d’agriculture durable et avenant en application du décret n°675/2003 du 22 juillet 2003

5.7.9 – Arrêtés fixant des aides consenties à certaines catégories d’exploitations agricoles de la zone de Piedmont, de la zone défavorisée simple - articles R 113-20 à 22 du code rural et de la zone de montagne

5.7.10 – décision consécutive à une demande d’indemnité compensatoire de handicaps naturels (ICHN)

5.7.11 – décision consécutive à une demande d’aide agroenvironnementale (prime herbagère agroenvironnementale PHAE, mesure rotationnelle, mesure tournesol, mesure territorialisée, conversion Agriculture biologique)

5.7.12 – décision consécutive à un contrôle sur place ou administratif dans le cadre des aides dont le paiement est lié aux surfaces pour le 1^{er} et 2^{ème} pilier de la politique agricole commune en application du règlement n° (CE) 1782-2003 du Conseil du 29 septembre 2003

5.7.13 – Décision consécutive à un contrôle terrain ou administratif dans le cadre des aides communautaires dans le secteur animal en application du règlement n° 805/68 du 27 juin 1968 et des règlements n° 3508/92 du conseil du 27/11/92 établissant un système intégré de gestion et de contrôle et ses différents règlements d’application de la commission

5.7.14 – Décision consécutive à un contrôle des exigences réglementaires en matière de gestion des exploitations et des bonnes conditions agricoles et environnementales conditionnant la perceptions de certaines mesures de soutien en faveur des agriculteurs et modifiant le code rural.

- décret n° 2004-1429 du 23 décembre 2004 relatif aux exigences réglementaires

- décret n° 2005-114 du 11 février 2005 relatif au contrôle des exigences réglementaires

5.7.15 – décision consécutive à un contrôle sur place ou administratif, décision de déchéance partielle ou totale prises dans le cadre des mesures du PDRN en application du règlement de développement rural n°1257/1999 du conseil du 17 mai 1999 et de son règlement d’application n°445/2002 de la commission du 26 février 2002, du règlement (CE) n°1750/1999 de la commission du 23 juillet 1999 et du décret relatif aux engagements agro-environnementaux

5.7.16 – arrêté fixant les critères départementaux utilisés pour la vérification du caractère allaitant du cheptel engagé dans une demande de prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes (r-glement (CE) n°73/2009 du Conseil du 19 janvier 2009)

5.8 -Décisions relatives aux références laitières et aux droits des secteurs ovins et bovins, et notamment :

5.8.1 – Décision de transfert de quantités de références laitières

- décret n° 2005-230 du 11 mars 2005 modifiant les articles R 654-101 à R 654-114 du code rural

- décret n° 2005-1414 du 16 novembre 2005, modifiant l’article R 654.111 du code rural

5.8.2 : Tous actes, décisions et documents relatifs aux attributions et modalités d’attribution des quantités de références en provenance de la ressource nationale pour la livraison et la vente directe (articles D.654-39 à D654-100 et R654-101 à R654-114 du code rural)

5.8.3 – Toutes décisions relatives aux regroupements laitiers répondant à l’article L 654-28 du code rural : décision d’autorisation de regroupements laitiers, de dissolution de regroupements laitiers, de modification d’autorisation

5.8.4 – Tous actes et décisions relatifs aux Sociétés Civiles Laitières (décret n° 2005-1414 du 16 novembre 2005, modifiant l’article 5.654-111 du code rural)

5.8.5 - Arrêté proposant la mise en œuvre des transferts sans terre (article D654-112-1 du code rural)

5.9 – Décisions relatives au transfert de droits à prime

5.9.1 - Décision relative au transfert de droits à prime dans les secteurs bovins et ovins

5.9.2 – Décision consécutive à une demande de droits à prime dans les secteurs bovins et ovins

5.9.3 - Tous actes et décisions relatifs aux modalités et priorités fixées pour l’attribution de droits à prime de type PMTVA issus de la réserve (article D615-44-1 à D615-44-22 du code rural)

5.10 - Ensemble des décisions relatives aux procédures de calamités agricoles, notamment :

5.10.1 – arrêtés fixant la constitution d’une commission d’enquête suite à sinistre

5.10.2 - constitution du comité départemental d’expertise

5.10.3 - décisions relatives aux paiements des calamités agricoles pour pertes de fonds et pertes de récoltes (art L361.1 à L361.21 du code rural et R361.1 à R361.52 du code rural)

5.11 - Divers :

5.11.1 – Décisions prises dans le cadre du dispositif A.E.D. "Agriculteurs en difficulté" (analyses - suivis)

Aide à la réinsertion professionnelle (ARP)

5.11.2 – Agrément des programmes départementaux d'identification

- décret n° 97-34 du 15 janvier 1997

- décret n° 98-767 du 28 août 1998 relatif à l'identification du cheptel bovin

- arrêté du 4 février 2005 relatif à l'identification des ovins et caprins ainsi qu'à l'application de l'article L 231-6 du code rural

5.11.3 – décision d'attribution d'une subvention « identification des animaux » à l'établissement interdépartemental de l'élevage de l'Yonne, Aube et Loiret (article R653-140 du code rural)

5.11.3 – Délivrance du certificat d'aptitude aux fonctions d'inséminateur et octroi de licences d'inséminateur ou de chef de centre d'insémination en application de la loi sur l'élevage du 28 décembre 1966 du décret 69-258 du 22 mars 1969 des arrêtés du 21/11/1991 et 30 mai 1997 relatifs à la formation d'inséminateur et de chefs de centre et à l'attribution des licences correspondantes.

5.11.4 – Autorisation de plantation nouvelle (vignes à vins de table, raisin de table et vignes mères de porte greffe)

- Autorisation d'achat et de transfert de droits de replantation pour la production de vins d'appellation d'origine

- Autorisation de replantation interne aux exploitations de vignes aux exploitations de vignes aptes à produire du vin d'appellation d'origine

- Autorisation de plantations nouvelles de vignes aptes à produire du vin d'appellation d'origine en application du règlement (CEE) du conseil n° 822-87 du 16 mars 1987 modifié et des décrets n° 53-977 du 30/09/53, 82-389 du 10 mai 1982, 97-84 du 15 janvier 1997 et des arrêtés des 8 avril et 22 décembre 1998

5.11.5 – Toutes décisions concernant la fixation du début des vendanges, des vignes produisant des vins d'appellation d'origine contrôlée, des vins délimités de qualité supérieure relatives à l'application des procédures d'autorisation d'enrichissement des vins

5.11.6 – décision d'octroi d'une aide incitative à l'agriculture raisonnée – arrêté du 22 mars 2006 relatif à l'aide incitative à l'agriculture raisonnée

5.11.7 – Toutes décisions relatives à la couverture maladie universelle des agriculteurs (CUM-C)

- article L861-4 et 5 du code de la sécurité sociale

5.11.8 – actes définissant les modalités de calcul des équivalences en points et unités de main d'œuvre utilisés pour les attributions à partir des réserves départementales de droits à prime à la vache allaitante, de quota laitiers ou de droits à paiement unique.

Chapitre 6 : SERVICE DE LA CONNAISSANCE DU TERRITOIRE ET DE L'EMERGENCE DE PROJETS

6.1- Financements européens et interministériels

6.1.1 – Actes et décisions attachés ou associés à la fonction de service instructeur et d'ordonnateur secondaire pour des opérations financières relatives aux dossiers de subventions FEOGA Garantie dans le cadre du DOCUP (objectif 2) et notamment : instruction et engagement des opérations, prorogation ou suspension des engagements, proposition de paiement, certification de service fait, décision consécutive à contrôle

6.1.2 – Actes et décisions attachés ou associés à la fonction de service instructeur et d'ordonnateur secondaire pour des opérations financières relatives aux dossiers de subventions FEADER, FEDER et FSE et notamment : instruction et engagement des opérations, prorogation ou suspension des engagements, proposition de paiement, certification de service fait, décision consécutive à contrôle

6.1.3 – Actes et décisions attachés à la fonction de correspondant départemental pour les Pôles d'excellence rurale : mise en place des projets labellisés, instruction et engagement des opérations, suivi du dispositif

Chapitre 7 - DIVERS

7.1 - Délivrance des justificatifs de réalisation des équipements subventionnés par l'Etat (décret n° 72-196 du 10 mars 1972, art. 23)

7.2 - Demandes amiables de réparation pour les accidents survenus à l'occasion ou en dehors du service et dont les conséquences dommageables sont inférieures à 76 €(arrêté du 1^{er} juin 1948 modifié)

7.3 - Participation et représentation du préfet en tant que personne responsable du marché, aux opérations préalables à la réception des ouvrages

7.4 - Service du contrôle de distribution d'énergie électrique : (loi du 15 juin 1906 modifié). Instructions des procédures de déclaration d'utilité publique des travaux de distribution d'électricité.

Instructions des dossiers d'établissement de servitudes. Autorisation de construire des ouvrages de distribution d'énergie électrique (procédure d'approbation) (articles 49 et 50 du décret n° 75-781 du 14 août 1975). Autorisation de mise sous tension (mise en exploitation) (article 56 du décret n° 75-781 du 14 août 1975).

7.5 - titres de recette délivrés en application de l'article 9-III de la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 modifiée relative à l'archéologie préventive, tous actes, décisions et documents relatifs à l'assiette, à la liquidation et réponses aux réclamations préalables en matière de redevance d'archéologie préventive dont les autorisations et déclarations préalables du code de l'urbanisme constituent le fait générateur.

Article 2 : En application de l'article 44 du décret modifié n° 2004-374 du 29 avril 2004, le directeur départemental des territoires de l'Yonne pourra donner délégation aux agents placés sous son autorité afin de signer les actes relatifs aux affaires pour lesquelles il a lui-même reçu délégation. La liste des collaborateurs habilités à signer sera fixée par arrêté pris par ses soins qui sera notifié aux intéressés et publié au recueil des actes administratifs.

Le préfet, Pascal LELARGE

ARRETE N° PREF/SCAT/2010/008 du 1er janvier 2010
Relatif à la composition et au fonctionnement de la commission d'appels d'offres
de la direction départementale des territoires de l'Yonne

Article 1^{er} : La commission d'appels d'offres, appelée à intervenir dans les procédures de mise en concurrence relatives à l'exécution de travaux, fournitures ou services relevant de la direction départementale des territoires de l'Yonne est constituée comme suit :

Membres avec voix délibérative :

- Le directeur départemental des territoires de l'Yonne ou son adjoint, président
- Un chef de service de la direction départementale des territoires de l'Yonne,

Membres avec voix consultative :

- Le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations ou son représentant
- Le trésorier payeur général ou son représentant.

Pourra également participer à la commission l'homme de l'art ou tout fonctionnaire ou agent dont la présence pourrait être jugée comme utile par le président.

Article 2 : Le directeur départemental des territoires, ou son adjoint, peut se faire remplacer par un chef de service de la DDT. Le chef de service de la direction départementale des territoires peut se faire remplacer par le responsable de l'unité « comptabilité – Marchés ».

Article 3 : La direction départementale des territoires de l'Yonne est chargée de convoquer les membres de la commission, de réceptionner et d'enregistrer les plis concernant les candidatures ou les offres dans les conditions fixées par le code des marchés publics.

Le préfet, Pascal LELARGE

ARRETE N° PREF/SCAT/2010/009 du 1er janvier 2010
donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SIMON,
directeur départemental des territoires, au titre de la mission d'assistance technique fournie par l'Etat au profit
des collectivités pour des raisons de solidarité et d'aménagement du territoire (ATESAT) et en matière
d'ingénierie publique

Article 1^{er} : Délégation est donnée à M. Philippe SIMON, directeur départemental des territoires de l'Yonne, pour

- 1 - signer les candidatures de la direction départementale des territoires à des prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 90 000 euros HT aux conditions indiquées à l'article 2 du présent arrêté,
- 2 - signer les candidatures de la direction départementale des territoires à des prestations d'ingénierie publique d'un montant égal ou supérieur à 90 000 euros HT sous réserve des dispositions indiquées à l'article 3 du présent arrêté,
- 3 - et signer les marchés de prestations d'ingénierie publique et toutes pièces afférentes quel que soit leur montant.

Article 2 : Les candidatures de la direction départementale des territoires d'un montant inférieur à 90 000 euros HT, feront l'objet d'une information semestrielle a posteriori de Monsieur le préfet lorsque l'objet entre dans les champs des missions retenues dans les documents de référence « ingénierie publique » des services déconcentrés de l'Etat. Dans le cas contraire, il sera fait application de l'article 3 ci-après.

Article 3 : Les candidatures de la direction départementale des territoires d'un montant égal ou supérieur à 90 000 euros HT, sont subordonnées à l'information et à l'accord préalable de Monsieur le préfet. Cette information se fera au moyen d'une fiche de présentation justifiant, d'une part l'adéquation et la cohérence de l'intervention prévue avec les priorités définies dans les documents de référence ingénierie publique des services déconcentrés de l'Etat, et d'autre part la compatibilité juridique de l'intervention projetée avec les autres prestations exécutées antérieurement auprès de la même collectivité. L'accord de Monsieur le préfet s'effectuera dans un délai de 8 jours à compter de la date de réception de cette fiche. Passé ce délai, l'accord sera réputé tacite.

Article 4 : Dans le cas où une opération nécessite la mise en commun des moyens de plusieurs services de l'Etat, l'un d'eux est désigné en qualité de coordinateur. Une convention entre les services partenaires définit la contribution de chacun et les conditions de réalisation de l'intervention. Le service coordonnateur informe Monsieur le préfet et sollicite son accord pour les prestations égales ou supérieures à 90 000 euros HT dans les mêmes conditions que celles définies à l'article 3, en transmettant pour le compte des services partenaires une déclaration d'intention de candidature et une fiche de présentation.

Délégation est donnée au directeur désigné en qualité de coordonnateur, interlocuteur unique de la collectivité territoriale ou de l'établissement public de coopération intercommunale cocontractant pour:

- 1 - signer les candidatures des services de l'Etat à des prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 90 000 euros HT aux conditions indiquées à l'article 3 du présent arrêté,
- 2 - signer les candidatures des services de l'Etat à des prestations d'ingénierie publique d'un montant égal ou supérieur à 90 000 euros HT sous réserve des dispositions indiquées à l'article 4 du présent arrêté,
- 3 - et signer les marchés de prestations d'ingénierie publique et toutes pièces afférentes quel que soit leur montant.

Article 5 : Dans le cas où une candidature ou une offre sont formulées en partenariat avec un service à compétence nationale, délégation de signature est donnée à Monsieur Philippe SIMON, directeur départemental des territoires de l'Yonne pour signer les pièces afférentes au marché.

Article 6 : Délégation est donnée à Monsieur Philippe SIMON, directeur départemental des territoires de l'Yonne pour signer les conventions à passer entre l'Etat et les communes ou groupements de communes, et définissant les modalités de mise en œuvre et de rémunération de l'assistance technique fournie par l'Etat pour des raisons de solidarité et d'aménagement du territoire (ATESAT).

Article 7 : En application de l'article 44 du décret modifié n° 2004-374 du 29 avril 2004, le directeur départemental des territoires pourra donner délégation aux agents placés sous son autorité afin de signer les actes relatifs aux affaires pour lesquelles il a lui-même reçu délégation. La liste des collaborateurs habilités à signer sera fixée par arrêté pris par ses soins qui sera notifié aux intéressés et publié au recueil des actes administratifs.

Le préfet, Pascal LELARGE

ARRETE N° PREF/SCAT/2010/010 du 1er janvier 2010
portant délégation de signature à Monsieur Philippe SIMON
directeur départemental des territoires, pour l'exercice des compétences d'ordonnateur secondaire et pour
l'exercice des attributions du pouvoir adjudicateur au sein de la DDT

Article 1^{er} : En tant que responsable d'unité opérationnelle (RUO) correspondant aux B.O.P. visés ci-dessous, délégation est donnée à M. Philippe SIMON, directeur départemental des territoires de l'Yonne, à l'effet de procéder à l'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses de l'Etat (engagement, liquidation, mandatement, signature des accusés de réception et demandes de pièces complémentaires des dossiers de subventions d'investissement de l'Etat, y compris les décisions d'opposition ou de relèvement de la prescription quadriennale), relevant des missions, programmes et compte spécial suivants :

- Mission Ecologie, développement et aménagement durables :

- Infrastructures et Services de Transport (n° 203) (BOP centraux)
- Sécurité et Circulation Routières (n° 207) (BOP central et régional)
- Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (n° 217) (BOP central et régional)
- Prévention des risques (n°181) (BOP Régional Bourgogne et Ile de France)
- Urbanisme, Planification, Environnement et Biodiversité (N° 113) (BOP Central et Régional)

- Mission Ville et Logement :

- Développement et amélioration de l'offre de logement (n° 135) (BOP Central et régional)
- Politique de la ville (n° 147) (BOP régional)

- Mission agriculture et forêt :

- Forêt : programme 149
- Gestion durable de l'agriculture, de la pêche et développement rural : programme 154
- Prévention des risques et lutte contre les pollutions : programme 181
- Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture : programme 215
- Valorisation des produits, orientations et régularisation des marchés : programme 227

- Mission Justice :

- Justice judiciaire (n° 166) (BOP central)
- Protection judiciaire et jeunesse (n° 182) (BOP central)

- Mission Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat :

- Dépenses immobilières (n° 722) (BOP central)
- Dépenses immobilières du BOP n°309

- Mission Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route

- Radars (n° 751)

- Compte spécial non doté de crédit

- Opérations industrielles et commerciales des directions départementales et régionales de l'Equipement (n° 908)

- Missions prévention des risques naturels prévisibles et actions d'information préventive sur les risques majeurs

- Opérations sur crédits relevant du fonds de prévention des risques naturels majeurs, affectés au compte 461.74

Article 2 : La détermination des besoins à satisfaire prévue à l'article 5 du code des marchés publics d'une part, et le mode de computation des marchés au regard des seuils d'autre part, s'effectuent au niveau de la direction départementale des territoires pour les affaires relevant des ministères :

- de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, y compris pour les dépenses relevant du fonds de prévention des risques naturels majeurs

- de la justice
- de la ville et du logement
- du budget, des comptes publics et de la fonction publique
- de l'agriculture et de la pêche,

dans le cadre des opérations pour lesquelles, la compétence d'ordonnateur secondaire a été déléguée au directeur départemental des territoires.

Mr Philippe SIMON, ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts, directeur départemental des territoires de l'Yonne, est désigné en qualité de représentant du pouvoir adjudicateur pour les besoins et l'action de son service. A ce titre, il est habilité à signer :

- les marchés publics de travaux, de fournitures et de services, quel que soit le montant, et tous les actes dévolus à la personne responsable des marchés ou la personne publique pour les cahiers des clauses administratives générales,
- les conventions constitutives des groupements de commandes publiques auxquels participera la direction départementale de l'équipement et de l'agriculture tel que cela est prévu à l'article 8 du code des marchés publics.

Article 3 : Demeurent réservés à ma signature :

- Les conventions que l'Etat conclut avec la Région, le Département, les communes et groupements de communes, ou l'un de leurs établissements publics ;
- Les ordres de réquisition du comptable public et les décisions de passer outre aux avis défavorables du contrôleur financier local en matière d'engagement de dépenses ;
- Les décisions financières d'un montant supérieur à 50 000 € ainsi que les documents de notification correspondants ;
- Les décisions d'un montant supérieur à 10 000 € et les courriers afférents, adressés aux parlementaires et au président du conseil général.

Article 4 : Un compte-rendu d'utilisation des crédits pour l'exercice budgétaire me sera adressé trimestriellement ainsi qu'une copie des compte-rendus adressés aux responsables des programmes et budgets opérationnels de programme dont relève l'unité opérationnelle susvisée.

Article 5 : En application de l'article 44 du décret modifié n° 2004-374 du 29 avril 2004, le directeur départemental des territoires de l'Yonne pourra donner délégation aux agents placés sous son autorité afin de signer les actes relatifs aux affaires pour lesquelles il a lui-même reçu délégation. La liste des collaborateurs sera fixée par arrêté pris par ses soins qui sera notifié aux intéressés et publié au recueil des actes administratifs.

La signature des agents habilités sera accréditée auprès du comptable assignataire.

Le préfet, Pascal LELARGE

DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES
--

ARRETE DDASS/DIR 2009/322 du 25 septembre 2009

Relatif à la subdélégation de signature de Monsieur Pierre GUICHARD

Directeur départemental des affaires sanitaires et sociales pour l'exercice des attributions du pouvoir adjudicateur

Article 1^{er} : Et en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre GUICHARD, Directeur de la DDASS de l'Yonne, une subdélégation de signature est accordée aux fonctionnaires ci-dessous désignés en application de l'article 2 de l'arrêté préfectoral N° PREF/SCAT /2009/036 en date du 29 juin 2009 :

- Madame Marie-Noëlle COPON, Inspectrice de l'action sanitaire et sociale
- Madame Claudine LEFRANC, Inspecteur de l'action sanitaire et sociale RIO

Pour le préfet,
Le directeur des affaires Sanitaires et sociales
Pierre GUICHARD

ARRETE DDASS/DIR 2009/323 du 25 Septembre 2009
Relatif à la subdélégation de signature de Monsieur Pierre GUICHARD
Directeur départemental des affaires sanitaires et sociales pour l'exercice des compétences d'ordonnateur secondaire

Article 1^{er} : En application de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral N° PREF/SCAT /2009/037 en date du 29 juin 2009, en cas d'intérim de direction liée à l'absence de Monsieur Pierre GUICHARD, Directeur de la DDASS de l'Yonne, une subdélégation est accordée, pour l'ensemble des BOP, aux fonctionnaires ci-dessous désignés :

- Monsieur le Docteur Jean-Louis CORAZZA, Médecin Inspecteur de santé publique,
- Mademoiselle Jacqueline LAROSE, Ingénieur de génie sanitaire,

Et en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre GUICHARD, Directeur de la DDASS de l'Yonne, une subdélégation de signature est accordée aux fonctionnaires ci-dessous désignés :

- Madame Marie-Noëlle COPON, Inspectrice de l'action sanitaire et sociale pour le BOP 124
- Monsieur GUIONNEAU Patrick, Inspecteur de l'action sanitaire et sociale pour les BOP 104, 303, 177 et 106
- Madame Emilia HAVEZ, Inspectrice de l'action sanitaire et sociale pour le BOP 157
- Madame Claudine LEFRANC, Inspecteur de l'action sanitaire et sociale RIO, pour le BOP 124

Pour le préfet,
Le directeur des affaires Sanitaires et sociales
Pierre GUICHARD

ARRETE DDASS/DIR 2009/321 du 4 novembre 2009
Relatif à la subdélégation de signature de Monsieur Pierre GUICHARD
Directeur départemental des affaires sanitaires et sociales

Article 1^{er} : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre GUICHARD, Directeur de l'Yonne, une subdélégation de signature est accordée aux fonctionnaires ci-dessous désignés en application de l'article 3 de l'arrêté préfectoral N°PREF/SCAT/ 2009/0079.. en date du 29 octobre 2009 :

- Monsieur Bruno BARDOS, Ingénieur d'études sanitaires,
- Madame Marie-Noëlle COPON, Inspectrice de l'action sanitaire et sociale,
- Monsieur le Docteur Jean-Louis CORAZZA, Médecin Inspecteur de santé publique,
- Madame GUILBAUD Christine, Inspectrice de l'action sanitaire et sociale,
- Monsieur GUIONNEAU Patrick, Inspecteur de l'action sanitaire et sociale,
- Madame Emilia HAVEZ, Inspectrice de l'action sanitaire et sociale,
- Mademoiselle Jacqueline LAROSE, Ingénieur de génie sanitaire,
- Madame Claudine LEFRANC, Inspecteur de l'action sanitaire et sociale RIO,
- Monsieur Bernard RAVEL, Ingénieur d'études sanitaires,
- Madame Chantal VIEL, Inspectrice de l'action sanitaire et sociale,

pour tous les actes de l'article 1 de l'arrêté préfectoral ci-dessus référencé, chacun dans le cadre de ses attributions respectives.

Pour le préfet,
Le directeur des affaires Sanitaires et sociales
Pierre GUICHARD

ARRETE N°PREF/DDASS/2009/453 du 24 décembre 2009
portant réquisition de services dans le cadre de la campagne de vaccination contre le virus A (H1N1) 2009

Article 1er : Il est prescrit aux professionnels de santé désignés en annexe I, pour la période allant du 02 novembre 2009 au 30 mars 2010, de se mettre à disposition de l'autorité requérante pour participer à la campagne de vaccination organisée au sein des établissements de santé de l'Yonne, à destination :

- des personnels de santé salariés privés
- de professionnels de santé libéraux
- ainsi que de l'entourage (conjoints et enfants) des personnels des établissements de la fonction publique hospitalière ainsi que des personnes listées ci-dessus.

Article 2 : L'indemnisation des personnes dont les services sont requis est fixée conformément aux dispositions de l'article L.2234-5 du code de la défense.

Article 3 : En cas d'inexécution volontaire, par les personnes dont les services sont requis, des obligations qui leur incombent en application du présent arrêté, le président du tribunal administratif ou le magistrat qu'il délègue peut, sur demande de l'autorité requérante, prononcer une astreinte dans les conditions prévues aux articles L.911-6 à L.911-8 du code de justice administrative.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de DIJON.

Le Préfet, Pascal LELARGE

ANNEXE I

Professionnels de santé réquisitionnés dans le cadre de la campagne de vaccination 2009 contre le virus de la grippe A (H1N1)

NOM	PRENOM	PROFESSION
LEVIN PORA	Linda	Infirmière
ROBLOT	Corinne	Infirmière
BURON	Bénédicte	Infirmière
DEBREUVE	Martine	Infirmière
KOLZACK	Maryline	Infirmière
AUTIER	Cindy	Infirmière

ARRETE N°PREF/DDASS/2009/454 du 24 décembre 2009

portant réquisition de services dans le cadre de la campagne de vaccination contre le virus A (H1N1) 2009

Article 1er : Il est prescrit aux professionnels désignés en annexe I, pour la période allant du 17 décembre 2009 au 30 mars 2010, de se mettre à disposition de l'autorité requérante pour participer aux équipes mobiles de vaccination organisées pour intervenir au sein des établissements sociaux et médico-sociaux de l'Yonne, à destination :

- des résidents
- des personnels

Article 2 : L'indemnisation des personnes dont les services sont requis est fixée conformément aux dispositions de l'article L.2234-5 du code de la défense.

Article 3 : En cas d'inexécution volontaire, par les personnes dont les services sont requis, des obligations qui leur incombent en application du présent arrêté, le président du tribunal administratif ou le magistrat qu'il délègue peut, sur demande de l'autorité requérante, prononcer une astreinte dans les conditions prévues aux articles L.911-6 à L.911-8 du code de justice administrative.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de DIJON.

Le Préfet, Pascal LELARGE

ANNEXE

Professionnels de santé réquisitionnés dans le cadre de la campagne de vaccination 2009 contre le virus de la grippe A H1N1

NOM	PRENOM	PROFESSION
MAILLARD	Jean-Louis	Médecin généraliste
CHESNAIS	Jean-Jacques	Médecin généraliste
CORNEILLE	Isabelle	Infirmière

ARRETE N°PREF/DDASS/2009/455 du 24 décembre 2009

portant réquisition de services dans le cadre de la campagne de vaccination contre le virus A (H1N1) 2009

Article 1er : Il est prescrit aux professionnels de santé désignés ci-après, pour la période allant du 8 décembre 2009 au 30 mars 2010, de se mettre à disposition de l'autorité requérante pour participer aux équipes de vaccination des centres de vaccination listés dans l'article 2 du présent arrêté, afin d'y effectuer la mission qui leur sera confiée par le chef de centre et contribuer par leurs services à la campagne de vaccination contre le virus de la grippe A (H1N1) 2009 :

Madame le Docteur ALLARD Marianne

Madame le Docteur SOUCHE Gabrielle

Article 2 : L'organisation de la campagne de vaccination 2009 contre le virus de la grippe A (H1N1) comprend 6 centres fixes de vaccination répartis dans le département de l'Yonne selon l'implantation suivante :

- centre de vaccination d'Auxerre – salle Vaulabelle – 12 boulevard Vaulabelle 89000 AUXERRE
- centre de vaccination de Sens – COSEC des Champs Plaisants – rue Colette 89100 SENS
- centre de vaccination de Joigny – salle des Champs Blancs – impasse des Champs blancs 89300 JOIGNY
- centre de vaccination de Toucy – salle polyvalente – 7 rue Paul Defrance 89130 TOUCY
- centre de vaccination de Tonnerre – dojo municipal René Gérard – rue du Professeur Abel Minard 89700 TONNERRE
- centre de vaccination d'Avallon – salle du marché couvert – place du Général de Gaulle 89200 AVALLON

A chaque centre de vaccination sont rattachées une ou plusieurs équipes mobiles.

Article 3 : L'indemnisation des personnes dont les services sont requis est fixée conformément aux dispositions de l'article L.2234-5 du code de la défense.

Article 4 : En cas d'inexécution volontaire, par les personnes dont les services sont requis, des obligations qui leur incombent en application du présent arrêté, le président du tribunal administratif ou le magistrat qu'il délègue peut, sur demande de l'autorité requérante, prononcer une astreinte dans les conditions prévues aux articles L.911-6 à L.911-8 du code de justice administrative.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de DIJON.

Le Préfet, Pascal LELARGE

**ARRETE N°PREF/DDASS/2009/456 du 24 décembre 2009
portant réquisition de services dans le cadre de la campagne de vaccination contre le virus A (H1N1) 2009**

Article 1er : Il est prescrit au professionnel de santé désigné ci-après, pour la période allant du 20 décembre 2009 au 30 mars 2010, de se mettre à disposition de l'autorité requérante pour participer aux équipes de vaccination des centres de vaccination listés dans l'article 2 du présent arrêté, afin d'y effectuer la mission qui lui sera confiée par le chef de centre et contribuer par ses services à la campagne de vaccination contre le virus de la grippe A (H1N1) 2009 :

Monsieur le Docteur André CLOUET.

Article 2 : L'organisation de la campagne de vaccination 2009 contre le virus de la grippe A (H1N1) comprend 6 centres fixes de vaccination répartis dans le département de l'Yonne selon l'implantation suivante :

- centre de vaccination d'Auxerre – salle Vaulabelle – 12 boulevard Vaulabelle 89000 AUXERRE
- centre de vaccination de Sens – COSEC des Champs Plaisants – rue Colette 89100 SENS
- centre de vaccination de Joigny – salle des Champs Blancs – impasse des Champs blancs 89300 JOIGNY
- centre de vaccination de Toucy – salle polyvalente – 7 rue Paul Defrance 89130 TOUCY
- centre de vaccination de Tonnerre – dojo municipal René Gérard – rue du Professeur Abel Minard 89700 TONNERRE
- centre de vaccination d'Avallon – salle du marché couvert – place du Général de Gaulle 89200 AVALLON

A chaque centre de vaccination sont rattachées une ou plusieurs équipes mobiles.

Article 3 : L'indemnisation de la personne dont les services sont requis est fixée conformément aux dispositions de l'article L.2234-5 du code de la défense.

Article 4 : En cas d'inexécution volontaire, par la personne dont les services sont requis, des obligations qui lui incombent en application du présent arrêté, le président du tribunal administratif ou le magistrat qu'il délègue peut, sur demande de l'autorité requérante, prononcer une astreinte dans les conditions prévues aux articles L.911-6 à L.911-8 du code de justice administrative.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de DIJON.

Le Préfet, Pascal LELARGE

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION
PROFESSIONNELLE**

**Décision du 4 janvier 2010 modifiant la décision du 22 décembre 2009
relative à l'organisation de l'inspection du travail dans le département de l'Yonne**

L'article 3 est modifié comme suit :

En cas d'absence, ou d'empêchement de Madame Jessie TAVEL, l'intérim de la section 89 1 sera assuré par M. Pierre GASSER, ou M. Nicolas LADU ou Mme Béatrice ACEVEDO ou M Roland GOREGUES.

En cas d'absence, ou d'empêchement de M. Pierre GASSER, l'intérim de la section 89 2 sera assuré par M. Nicolas LADU ou Mme Jessie TAVEL, ou Mme Béatrice ACEVEDO ou M Roland GOREGUES.

En cas d'absence, ou d'empêchement de M. Nicolas LADU , l'intérim de la section 89 3 sera assuré par M. Pierre GASSER ou Mme Jessie Tavel ou Mme Béatrice ACEVEDO ou M Roland GOREGUES.

En cas d'absence, ou d'empêchement de Mme Béatrice ACEVEDO, l'intérim de la section 89 A 1 sera assuré par M. Pierre GASSER ou M. Nicolas LADU ou Mme Jessie TAVEL ou M Roland GOREGUES .

En cas d'absence, ou d'empêchement de M Roland GOREGUES, son intérim sera assuré par Mme Jessie TAVEL ou. M. Pierre GASSER ou M. Nicolas LADU ou Mme Béatrice ACEVEDO.

Les autres articles sont inchangés

La Directrice Départementale du Travail
Jeanne HARBONNIER